

— #BACKTOEARTH —

Les 9 et 10 Novembre 2022

Rencontres Nationales du Retour à la Terre et aux Territoires

Synthèse réalisée en collaboration avec



INSTITUT D'Auvergne-Rhône-Alpes
DU DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

et avec le soutien de



- **Editorial - p 3**

- **Plénière d'ouverture - p 10**

- **Chapitre 1 :**

- **Les territoires face aux enjeux d'aujourd'hui - p 14**

- Synthèse 1: Le rôle des territoires dans les enjeux de résilience alimentaire et énergétique

- Synthèse 2: Exode urbain mythe ou réalité ? L'avenir est-il dans le pré ?

- Synthèse 3: Retour à la terre et transition écologique, l'enjeu des savoirs

- **Chapitre 2 :**

- **Les conditions de mise en oeuvre du retour à la terre au sein des collectivités - p 25**

- Synthèse 1: La coopération dans les territoires

- Synthèse 2: Quels leviers de revitalisation pour les territoire ?

- Synthèse 3: Accueillir de nouvelles populations, défis et opportunité

- **Chapitre 3 :**

- **Défis et solutions des transitions agricoles - p 35**

- Synthèse 1: Renouvellement des générations agricoles : enjeux et solutions

- Synthèse 2: Transitions agricoles : quelles dynamiques à l'œuvre ?

- Synthèse 3: Vers une approche territoriale de l'agriculture et l'alimentation ?

- **Chapitre 4 :**

- **Vers une transition individuelle réussie - p 46**

- Synthèse 1: Réussir son projet d'installation agricole

- Synthèse 2: S'intégrer en milieu rural : conditions de réussite

- Synthèse 3: Retour à la terre et transitions, trouver un nouvel équilibre

- **Partenaires**



EDITORIAL



Back To Earth est une jeune association citoyenne d'intérêt général, dont la vocation est de valoriser et relier les acteurs français du retour à la terre et de l'avenir des territoires dans leur diversité. Elle organisait ainsi les 9 et 10 novembre 2022 au Polydome de Clermont-Ferrand, un événement hybride inédit : les premières Rencontres Nationales du Retour à la Terre et aux Territoires.

Back To Earth et les premières Rencontres Nationales du Retour à la Terre et aux Territoires pourquoi et pour quoi ?

Pourquoi ?

Une crise écologique, sociale, économique, révélatrice de la vulnérabilité de notre système.

Une urgence :

proposer de nouveaux modèles de production et de vivre ensemble, plus résilients, porteurs de sens, créateurs de richesse et de solidarités pour nos citoyens.

Une impasse qui nous invite à proposer un triple retour à la terre :

- Redonner leur place aux paysans et à l'agriculture
- Rééquilibrer les territoires
- Reconnecter à la nature, des individus, des pratiques et des organisations



©Virginie Gailing

Ce retour à la terre et aux territoires est émergent, foisonne d'initiatives et d'expérimentations dont les résultats positifs représentent un espoir face à l'éco-anxiété et la déprime ambiante causées par les crises.

- Des agriculteurs, des chercheurs, des néoruraux, des associations, des entrepreneurs, des artistes, des territoires inventent un peu partout en France un nouveau rapport au monde et à la nature, d'autres façons de se nourrir, de travailler, de se loger, de vivre ensemble.
- Ces initiatives locales inspirantes sont méconnues. Valorisées, elles pourraient être dupliquées, adaptées aux contextes des territoires et inspirer des citoyens en quête de sens.
- Ces initiatives sont insuffisamment reliées entre elles, et perdent de leur puissance, et de leur capacité à changer le système en profondeur.

Nous souhaitons contribuer à l'émergence de nouveaux modèles de transitions, en valorisant et reliant des initiatives diverses qui permettent d'apporter des réponses possibles aux questions suivantes : *Comment de nouvelles pratiques agricoles, territoriales et écologiques permettent elles de sécuriser notre alimentation, d'inventer de nouveaux modes de vie et de préserver/régénérer le vivant ?*

Nous ne connaissons ni ne proposons de solutions toutes faites, mais nous proposons aux citoyens, aux organisations et aux décideurs publics de penser, identifier et diffuser des pratiques identifiées localement d'adaptation aux instabilités et aux incertitudes dans des contextes particuliers et mouvants.

Pour quoi ?

Back To Earth a été créée et ces Rencontres organisées pour :

- **Inspirer** et nourrir les projets des **citoyens** et les territoires dans leur diversité. **Contribuer à les mettre en mouvement**
- **Challenger** les **politiques publiques** et les amener à considérer la place du local, le réinvestissement des territoires, de l'agriculture et du vivant comme des priorités nationales
- **Renforcer** l'**écosystème** du retour à la terre et de l'avenir des territoires, favoriser les collaborations et les synergies. Pour un écosystème vivant, adaptable et résilient .

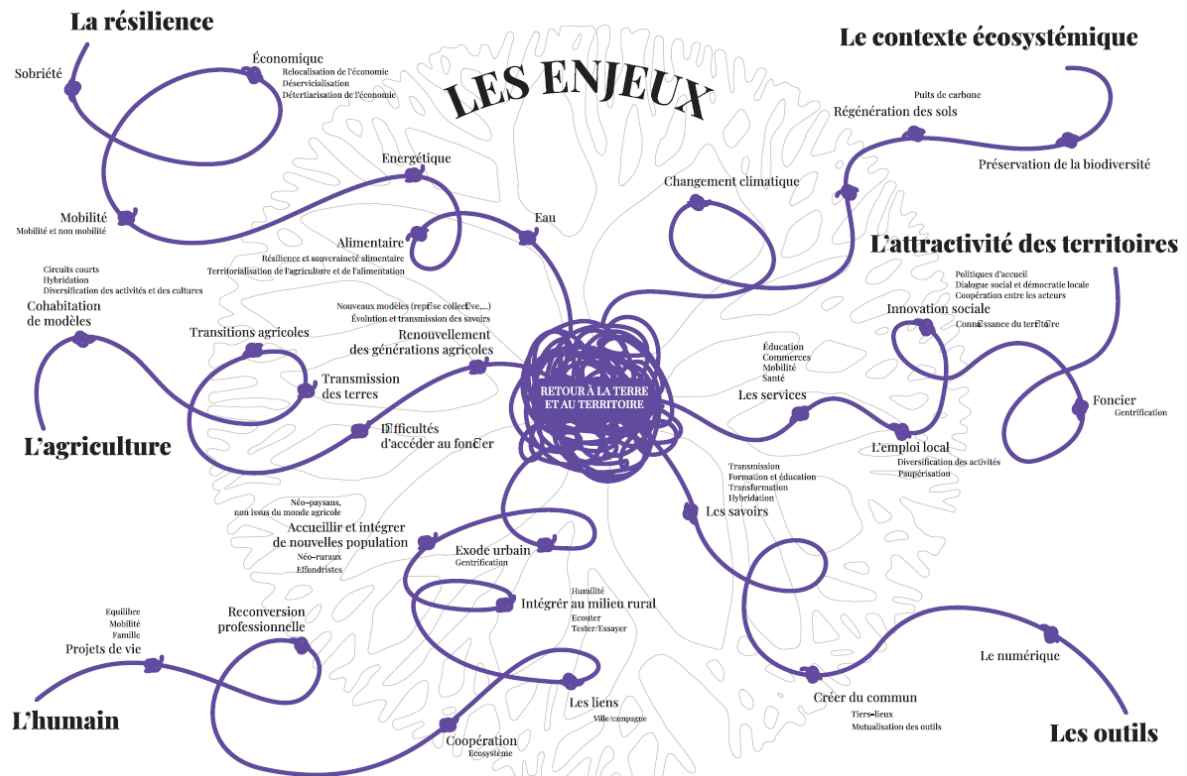
> **Mobiliser la diversité des parties prenantes** pour relever collectivement les défis posés par le retour à la terre et aux territoires, chaque typologie d'acteurs, pouvant apporter une contribution spécifique, activer des leviers différents.



©Virginie Gailing

Les enjeux évoqués lors de ces rencontres d'ailleurs ont été nombreux et les chantiers à travailler collectivement sont immenses pour réussir le pari du retour à la terre et le rééquilibrage des territoires : organisation de la résilience des territoires, renouvellement des générations agricoles, développement des pratiques agroécologiques dans toutes les agricultures, évolution et diffusion de savoirs et de pratiques, maintien des services, accès au foncier, intégration de nouveaux habitants, accompagnement des porteurs de projets,

relocalisation des activités économiques et des politiques publiques, développement des coopérations et de dialogues territoriaux...



©Virginie Gailing

Les échanges sur ces thématiques ont été riches, et ont volontairement donné la parole à des acteurs très divers institutionnels, associatifs, entrepreneuriaux, afin d’avoir une approche non binaire des thématiques traitées. Cette synthèse reprend ces échanges et permet de mettre en exergue sur ces sujets des convergences, divergences, mais aussi des pistes concrètes de voies à emprunter, ou de chantiers à travailler collectivement.

Merci à nos bénévoles et à la centaine d’intervenants de ces rencontres d’avoir permis en deux jours de planter le décor des enjeux du retour à la terre et aux territoires et d’avoir contribué à fabriquer des savoirs et des pratiques. Merci à nos partenaires sans qui nous n’aurions pas pu organiser ces premières rencontres. Merci aux étudiants de l’Institut d’Auvergne Rhône Alpes de Développement des Territoires d’avoir contribué activement à l’élaboration de cette synthèse.

Nous espérons que cet ouvrage enrichira votre réflexion, inspirera vos actions, et vous donnera envie de contribuer au retour à la terre et aux territoires.

L’équipe de Back To Earth



Pour un nouveau contrat territorial et rural ?

Laurent Rieutort

Professeur à l'Université Clermont-Auvergne, UMR Territoires Directeur de l'Institut d'Auvergne-Rhône-Alpes du Développement des Territoires

Imaginé comme une « maison commune des territoires », l'Institut d'Auvergne-Rhône-Alpes du Développement des Territoires, a participé avec un vif intérêt aux Rencontres nationales du retour à la terre et aux territoires, organisées à Clermont-Ferrand, les 9 et 10 novembre dernier par l'association Back to Earth. Parmi d'autres acteurs, les enseignants et les chercheurs qui interviennent dans les formations de l'IADT, mais surtout les étudiantes et étudiants ont apporté leur contribution active, y compris dans la publication de la présente synthèse.

Que peut-on retenir de ces premières Rencontres ? Dans un contexte de « mutations rapides », d'« aléas extrêmes » voire de crises, on retiendra d'abord que les territoires et les ruralités peuvent **contribuer à l'émergence d'un nouveau modèle de transitions**. Les riches échanges ont montré que ces dernières se jouent dans quatre registres :

- le registre environnemental où s'inventent de nouvelles relations à la nature, de nouvelles combinaisons entre humains et non humains ;
- le registre productif répondant à des besoins vitaux (agriculture et alimentation, énergie, eau, logistique et approvisionnement) et dans lequel les techniques liées à l'environnement prennent une place renouvelée ;
- le registre des alternatives sociales, de l'accueil, des activités récréatives et du maintien des populations dans des espaces peu denses ;
- le registre des nouvelles interactions et réciprocitys avec les villes et métropoles, notamment pour gérer durablement des biens communs, comme l'alimentation, le foncier ou l'eau.

Mais ces contributions, cette « réponse » aux défis des transitions, sont très inégalement réparties dans l'espace. Leur coexistence peut par ailleurs entraîner des conflits d'usage et des tensions, par exemple entre activités économiques, pratiques récréatives ou résidentielles et ressources environnementales. Et ces crispations ne relèvent pas seulement de la vieille opposition entre les « anciens » ruraux et les nouveaux installés. Les participants au « retour à la terre » sont loin d'être homogènes ! Et d'autres contradictions émergent encore. Au nom du registre environnemental, ne risque-t-on pas de transformer les ruralités en nouvelles plateformes productives/énergétiques « dominées » par des intérêts exogènes ? L'attractivité résidentielle et le « retour au territoires » à base de mobilités et d'usages numériques sont-ils

toujours économes en ressources et sans risques de fracturations sociales ? De fait, les risques de décrochage et de fragmentations sont nombreux et incitent à rechercher des formes d'hybridation locale, mais aussi des stratégies et politiques publiques d'intégration, de régulation et de gestion des conflits. Les stratégies de résilience ne peuvent donc pas être uniquement basées sur une vision irénique du territoire dans une posture qui viserait uniquement à la compréhension mutuelle, en se focalisant sur ce qui unit ou rapproche et en minimisant ce qui éloigne ou amène au conflit. On appréciera ainsi que, si elle valorise les défis communs et les éléments du diagnostic partagé, la synthèse proposée n'ignore pas les points de divergence et autres foyers de controverse. Chacun des « mondes » possède sa propre vision et la confrontation des valeurs est parfois la source d'incompréhensions. Les accords reposent sur des « compromis » qui dépassent la recherche illusoire du consensus. Véritables arènes de discussion, ces Rencontres ont permis la confrontation des points de vue, la mise en relation et l'émergence d'une forme d'intelligence collective, afin que les espaces ruraux ne soient pas des lieux de crispation entre des registres antagonistes, mais qu'ils puissent, au contraire, devenir de véritables leviers de changement, pour compenser, (re)localiser, se (re)connecter à la nature,...

Assurément **un nouveau contrat territorial et rural est nécessaire**. D'autant que les participants aux Rencontres ont montré, à travers de multiples exemples concrets, que la participation des ruralités à la transformation des trajectoires, ne passent pas par l'affirmation d'un modèle de développement unique, mais par des expérimentations au plus près du terrain, des exercices prospectifs locaux et des processus complexes croisant des enjeux essentiels de coordination et de gouvernance, de projets de réseaux et de capacitation des acteurs. Les questions d'apprentissage, de partage des multiples savoirs du territoire et d'acquisition des compétences dans une période de mutations ont été aussi justement valorisées. Il est fondamental pour chacun de pouvoir continuer à se former, à pratiquer une culture vivante et à acquérir de nouvelles compétences afin de « mieux vivre » et construire ses divers projets de « retour à la terre et aux territoires ». Comment favoriser de nouveaux modèles de sensibilisation, d'éducation, d'apprentissage, plus souples, plus adaptés aux individus et plus en lien avec les besoins et enjeux stratégiques ? A la lecture de cette synthèse, deux axes de réflexions viennent à l'esprit. D'une part, quelle place accorder au sensible ? Comment déployer « une manière d'être au monde », en faisant appel à la culture et à l'art comme vecteurs de créativité ? D'autre part, comment l'écosystème éducatif et notamment les universités peuvent-ils renforcer leurs liens aux territoires ? Comme l'ont montré ces Rencontres, les étudiants, les enseignants-chercheurs mais aussi le tissu associatif et d'éducation populaire peuvent être non seulement des « experts », mais surtout des « facilitateurs », des « passeurs de frontières » et des médiateurs clés auprès des habitants.

Notons enfin, que les modèles de développement sont en pleine recomposition. L'approche qui partait du caractère « périphérique » des ruralités pour mener des actions uniquement correctrices laisse peu à peu la place à d'autres visions, plus « transformantes », cherchant à valoriser les ressources locales, les coopérations, mais aussi l'articulation entre les initiatives citoyennes, les dynamiques des entreprises et l'action publique. A ce titre, comme l'ont montré les échanges, la seule lecture en termes de politiques d'attractivité des territoires mérite d'être revue à l'heure des transitions. **La question de l'habitabilité des territoires** et une vision résolument sociale et systémique sont indispensables. Cette question sociale – dans toutes ces composantes : pauvreté, santé, inégalités sociales et de genre, accès aux services, éducation, etc. – doit même être au centre car, aider à régler les problèmes du quotidien en

anticipant les conséquences du dérèglement climatique, c'est offrir l'opportunité de réfléchir aux bifurcations à venir et de s'impliquer. Les dimensions sociales, économiques et environnementales sont indissociables. Elles appellent ce contrat donc Martin Vanier dans un texte récent nous rappelle qu'il a « une exigence déjà admise et encore renforcée : celle d'un énoncé différencié, attentivement contextualisé, autrement dit partout territorialisé, pour ne projeter sur « la ruralité », ni les figures d'antan, ni les exigences propres à une seule des composantes sociales que le contrat a pour fonction de rassembler».

Plénière d'ouverture : Monde rural, monde de demain ?



Thème :

- Le monde rural au cœur des transitions futures nécessaires

Enjeux :

- Garder le lien entre le monde rural et le monde urbain
- Le choix des populations

Convergences :

- Une ruralité et un monde agricole innovants, qui savent s'adapter
- Scission ville-campagne, les espaces ruraux sont délaissés au profit des villes, il y a un besoin de recommuniquer
- Une transition complexe, qui mène au débat

Divergences :

- Les produits bio sont en perte de vitesse car les gens ne veulent plus payer, mais peut-être qu'ils ne peuvent plus payer
- Les différents systèmes agricoles doivent être mis en complémentarité pas en concurrence, mais on doit quand même faire en sorte d'encourager les systèmes agroécologiques

Chantiers de travail :

- Soutenir les milieux ruraux comme lieux d'innovation
- Éduquer la population, pour qu'elle fasse les choix en connaissance de cause
- Soutenir l'agroécologie

BARDINAL Marc

Coordinateur Villes et territoires durables à l'ADEME Auvergne-Rhône-Alpes
ADEME est l'agence de la transition écologique

CHRISTIN Didier

Coordonne le pôle recherche-intervention à Sol & Civilisation
Sol & Civilisation est une association qui étudie les transitions rurales et agricoles
Ingénieur agronome, docteur en sciences politiques (AgroParisTech) et sciences de la gestion de l'environnement (Université de Montréal)

LANDES Henri

Directeur de l'association Landestini
L'association promeut la ruralité, la protection de la biodiversité et le développement de l'alimentation et l'agriculture durables

PINEAU Jean-Yves

Directeur de l'association « les Locals »
Développement de coopératives territoriales autour de la transition écologique, promotion de l'autonomie des individus et des territoires

RIEUTORT Laurent

Enseignant chercheur à l'UCA, directeur adjoint de l'UMR territoire et directeur de l'IADT
Thématiques de recherche : Ruralités, Élevage, Agriculture

THOLONIAT Sabine

Éleveuse de chèvres et de vaches laitières en bio, élue à chambre d'agriculture du Puy-de-Dôme, présidente de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA).

Une transition des modes de vie nécessaire

Dans le monde, chaque heure, 200 000 personnes rejoignent les grandes villes et les métropoles. 57 % de la population mondiale vit en ville. 400 fermes disparaissent chaque semaine depuis 30 ans. Dans les zones urbaines, il y a 2% d'autonomie alimentaire. Pourtant, 80% de la production alimentaire française est exportée. Une transition de nos modes de vie est nécessaire. Elle est diverse : énergétique, alimentaire, numérique, économique, environnementale, démocratique... Les agriculteurs et les territoires ruraux sont au cœur de cette transition : ils y contribuent, ils trouvent de nouveaux modèles. Il s'agit alors de se demander : Est-ce qu'on la subit ? Ou bien on la choisit ?

La transition est multi-acteurs et co-évolutive, elle associe des dimensions économiques, techniques, sociologiques... Mais avant tout c'est un processus, plus ou moins rapide et organisé, qu'on peut concevoir en trois étapes : la résistance, la résilience, puis la transformation.

La question des ruralités au cœur d'un changement de paradigme

Tout d'abord, il y a la nécessité d'associer les ressources locales, propres aux territoires, aux ressources externes, notamment autour des enjeux de connexion. Puis, il y a le besoin d'associer l'action publique, qui est un modèle d'organisation verticale, avec l'horizontalité territoriale. Enfin, il s'agit de changer le rôle de l'action publique dans la gestion des territoires. Longtemps, l'action publique dans les territoires ruraux avait un rôle de soutien à ces territoires perçus comme fragiles, de correction des inégalités avec les territoires urbains. Aujourd'hui, il faut plutôt soutenir les capacités des acteurs à apprendre ensemble, à réagir autour de cette transition.

Les territoires ruraux au cœur de quatre enjeux : économique, sociétal, environnemental et urbain

Il y a l'enjeu de la régénération économique, les agriculteurs étant la "base arrière vitale" (Martin Vanier) de nos sociétés ; des ruralités en tant qu'alternative sociétale ; la transition environnementale et résidentielle ; et la transition urbaine et agri-urbaine, les villes et les territoires ruraux étant voués à fonctionner ensemble. Quand on croise tous ces enjeux, on assiste à des frottements, notamment autour des risques naturels dans les territoires ruraux, du rapport entre l'économie mondialisée et les ressources locales à valoriser, autour des fragmentations sociales présentes dans les ruralités, autour du foncier, autour de la transmission des savoir-faire... Face à ces frottements, il faut trouver des espaces de dialogues, pour amener à une gestion adaptative de ces espaces.

Un besoin de communiquer entre ville et campagne, entre les différents systèmes agricoles...

Il y a une scission entre le monde rural et le monde urbain. On considérait longtemps que la ville était le progrès, notamment sur le plan de l'éducation, du développement économique... Mais finalement, ce qui restait dans les ruralités, c'est tout ce qui nous sert au quotidien pour se nourrir, produire de l'énergie... La ruralité aussi a su s'adapter, notamment l'agriculture qui s'est réinventée, diversifiée, qui s'est appuyé sur l'innovation pour répondre aux défis qu'on lui a donné. Les systèmes agricoles sont divers : conventionnels, bio... Il ne faut pas les mettre les uns contre les autres mais en complémentarité, et sécuriser les agriculteurs conventionnels pour qu'ils aillent vers l'agroécologie, sans les stigmatiser, car aucun agriculteur ne veut mettre des produits phytosanitaires dans le sol, ils font car c'est plus compliqué de faire autrement. Que ce soit entre monde urbain et monde rural, entre agriculteurs conventionnels ou bio, l'enjeu est de rester en lien, d'apprendre à se connaître pour se comprendre.

Une transition qui fait ressurgir des contradictions, du débat

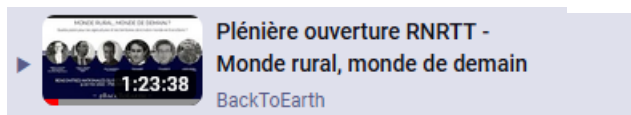
Les questions de transition sont complexes si on n'a plus le confort des énergies fossiles sur lesquelles on se repose depuis 200 ans. Cela fait ressurgir plusieurs débats : celui de la voiture électrique, supposée moins polluante que la voiture thermique mais qui demande beaucoup plus d'électricité que l'on est capable de produire, si elle est généralisée ; le bois, énergie renouvelable mais qui pose la question de la déforestation... En outre il n'y pas qu'une transition possible. L'ADEME a imaginé 4 scénarios de transition pour un monde neutre en carbone en 2050 (<https://transitions2050.ademe.fr/>). Les deux premiers, «génération frugale

» et « coopération territoriale » mises plutôt sur le changement de comportement, de style de vie des populations quand les deux suivants, « technologie verte » et « pari réparateur » misent surtout sur la technologie (captation de carbone notamment), pari plus risqué, mais qui permettrait de conserver des modes de vies proches de ce qu'on connaît aujourd'hui, tout en limitant quand même un minimum son impact. Cela fait appel aux choix des populations.

Les populations ont un rôle à jouer, des choix à faire

Des choix sont à faire tout d'abord en tant que consommateur. C'est à eux de faire le choix de payer le vrai prix d'un produit, pour bien rémunérer nos agriculteurs, pour les encourager à aller vers l'agroécologie, le bio... Cela comprend aussi le choix de limiter sa consommation, pas seulement d'énergie comme on le fait aujourd'hui, dû au prix de cette dernière, mais aussi sa consommation de biens matériels qui ne sont pas toujours nécessaires et dont la production à un impact sur l'environnement. Pour finir, si on veut réussir cette transition de manière sécurisée, sans compter sur des nouvelles technologies pour nous sauver, il s'agit aussi de faire des choix de vie plus simples, de choisir entre le bonheur simple et le plaisir immédiat.

A retrouver en intégralité en vidéo sur



Chapitre 1 :
Les territoires face aux enjeux d'aujourd'hui :
résilience, accueil de nouvelles populations, transmission des savoirs



Plan

Synthèse 1 : Le rôle des territoires dans les enjeux de résilience alimentaire et énergétique

Enjeu :

- faire des territoires des acteurs incontournables sur les enjeux de transition alimentaire et énergétique.

Convergences :

- Nécessité de mettre en place des démarches coopératives entre les différents acteurs des territoires
- Nécessité de mettre en place des démarches coopératives entre les territoires
- Les transitions alimentaires et énergétiques des territoires doivent s'adapter aux spécificités des territoires

Divergences :

- Pas de divergences notables.

Chantiers de travail :

- Réussir le décloisonnement entre les différents acteurs du territoire.
- Mise en place de vraies démarches de coopération.

- Développer des stratégies et des projets pour mettre en place ces transitions territoriales

Synthèse 2 : Exode urbain, mythe ou réalité ? L'avenir est-il dans le pré ?

Enjeu :

- Longtemps considérés comme des territoires peu attractifs, la perception des territoires ruraux est devenue de plus en plus positive. Au point de se demander, si une réelle dynamique d'exode urbain existe.

Convergences :

- Des territoires ruraux présentant de nombreuses aménités (qualité de vie, environnement, sentiment de sécurité...).
- Les territoires ruraux sont souvent isolés et mal desservis par le réseau de transport en commun et donc dépendants à la voiture

Divergences :

- Certains territoires ruraux sont "pleins" du fait notamment d'une inflation immobilière
- Des coûts énergétiques souvent plus élevés que dans les espaces urbains.
- Effets des politiques de marketing territorial sur l'attractivité de certains territoires

Chantiers de travail :

- Redéfinir la notion d'attractivité
- Développer des politiques d'accueil

Synthèse 3 : Retour à la Terre et transition écologique, l'enjeu des savoirs

Enjeux :

- Développer de nouveaux savoirs et compétences dans un contexte de transitions multiples.
- Réussir à s'adapter à un contexte de plus grandes mobilités professionnelles, notamment chez les jeunes.
- Réussir les transitions sociales, environnementales, énergétiques, agricoles, territoriales....

Convergences :

- Importance de développer un esprit d'analyse, clé de lecture scientifique pour analyser les enjeux d'une thématique.

Divergences :

- Paradoxe entre "prendre le temps" de réfléchir à des modèles de transitions face à l'urgence à court terme de nombreux enjeux.
- L'inconnu de savoir si les compétences et savoirs futurs développés seront suffisamment efficaces.

Chantiers de travail :

- Réussir à une plus large diffusion et ouverture sociale de ces structures de formation et des savoirs transmis.

Synthèse 1 :Le rôle des territoires dans les enjeux de résilience alimentaire et énergétique

BARALON Florian

Directeur et fondateur du centre de développement de l'agroécologie. Membre du conseil national pour la résilience alimentaire
Association Biosphères (acteur pour la résilience des territoires)

DELCAYROU Laurent

The Shift Project
Chef de projet " Stratégie de résilience des territoires"

GUYARD Pierre

Engie Solutions
Directeur des relations institutionnelles ENGIE Solutions

PERRET Jean Philippe

Elu au conseil départemental du Puy-de-Dôme (représentant d'une collectivité locale)

RIEUTORT Laurent

Géographe et Professeur à l'Université Clermont-Auvergne, UMR Territoires,
Directeur de l'IADT (Institut d'Auvergne-Rhône-Alpes du développement des territoires)

VOLAT Geoffrey

Directeur du CISCA (Centre d'Innovations Sociales Clermont Auvergne)

Pour le territoire et par les territoires

Le contexte actuel impose une vision locale dans le global de la production et la consommation de l'énergie. En ce sens, il est important de mettre en évidence que la question de transition énergétique doit se faire par les territoires et qu'ils doivent s'affirmer afin de concevoir des logiques de consommation et de production énergétique propres à chaque territoire. De plus, à une échelle plus vaste, il sera primordial de créer des logiques de coopération entre les territoires, qu'ils s'apporment mutuellement, en fonction des spécificités de chacun d'entre eux. Le contexte actuel de baisses tendancielle des moyens financiers (les subventions, aides, etc.) attribués aux territoires ces dernières années illustre l'urgence d'une coopération entre les différents acteurs en fonction de chaque territoire.

La synergie des acteurs

Les collectivités territoriales ont la responsabilité et le devoir de trouver des solutions. Toujours est-il que les solutions ne viendront pas miraculeusement. Donc, il est nécessaire d'établir une démarche participative et collaborative en fédérant tous les acteurs du territoire.

Dans la démarche de co-construction, la consultation des associations apparaît comme essentielle à l'initiative de chaque projet, car elles auront des avis plus tranchés selon leurs

objectifs et une expertise propre à leur domaine d'activité. Laurent Delcayrou avec « The Shift Project » association française créée en 2010, propose un laboratoire d'idées qui s'est donné pour objectif l'atténuation du changement climatique et la réduction de la dépendance de l'économie aux énergies fossiles, particulièrement au pétrole. La résilience des territoires dans un contexte de transition notamment avec des ressources qui seront de plus en plus limitées, amène à réfléchir autrement l'affectation de ces ressources et donc l'importance du décloisonnement des approches et des disciplines. Un questionnement qui doit être influencé par la prise en considération des spécificités locales propres à chaque territoire (rural, urbain, montagne, littoral, ...) en mettant en place des politiques adaptées pour davantage de cohésion.

Le passage à l'acte

La reconnaissance des ressources endogènes comme les atouts de la ruralité par rapport aux enjeux alimentaires seront décisives. Modifier la production et la consommation alimentaire dans les territoires c'est assurer leur résilience au nom de l'intérêt général :

Comment sortir des énergies fossiles ? Comment définir un projet de résilience des territoires dans un contexte économique ?

Actuellement, parler de résilience des territoires c'est prioriser le passage à l'action. Un processus impliquant un accompagnement des acteurs engagés directement ou indirectement au sein des circuits locaux. Une coopération où chacun apporte sa pierre à l'édifice grâce à ses compétences, ses expériences, ses idées. Le processus de transition des territoires passe par la transparence, la clarté dans la prise d'initiative, et par le développement de projets ou de réglementations en fonction des orientations des politiques territoriales. En ce sens, le CISCA tente d'apporter des solutions face au face au cloisonnement des points de vue de chaque acteur en proposant une simplification des processus de dialogue, de coopération. Il tente d'intégrer au mieux toutes les parties prenantes. Cependant, on peut évoquer des faits qui freinent les perspectives de développement comme : le changement politique ; la mise en évidence des divergences d'intérêts ; l'inadéquation entre la pratique et la théorie ; les alternatives à un financement qui n'est pas durable.

Des alternatives évoquées

Les alternatives à la consommation et la production peuvent s'avérer favorables si elles impliquent les agriculteurs en tant qu'acteurs et les reconnaissent comme des producteurs de biomasse, de biogaz dans le processus de méthanisation.

D'autres solutions sont envisagées comme le budget écocitoyen, dont le principe est de financer des projets citoyens de transition écologique avec une participation des citoyens dans la sélection des projets. Il y a aussi le Cocon 63 qui consiste à une amélioration de l'isolation des bâtiments publics. On peut souligner également le CISCA, qui est perçu comme un moteur ou un outil de l'innovation sociale pour les questions de transition et de résilience. Il met en commun plusieurs domaines afin de trouver des solutions co-construites et permet donc de mettre en relation plusieurs acteurs. Enfin, nous avons les membres du CNRA qui sont regroupés dans 6 Collèges : Fondateurs ; Solutions locales ; Grandes entreprises ; Elus & Territoires ; Citoyens ; Agriculteurs, qui proposent la même philosophie.

En définitive, la réponse face aux enjeux de résilience alimentaire et énergétique passe par la coopération de tous les acteurs des territoires. La mise en réseau de chaque partie prenante sur un projet sera de bon augure pour tout le monde car la solution sera le fruit d'une réflexion commune à l'échelle locale pour le bien d'une vision globale pour tous les territoires.

A retrouver en intégralité en vidéo sur



Le rôle des territoires dans les enjeux de résilience (alimentair...

BackToEarth

CHAHID Mohammed

Professeur associé, Université Clermont-Auvergne, UMR Territoires

Ses thématiques de recherche sont: géographie rurale, le développement rural et le développement local.

DESMARES Claire

Élue à la Région Bretagne, agricultrice, gérante d'un café-librairie et depuis peu secrétaire nationale adjointe d'Europe Ecologie Les Verts.

PINEAU Jean-Yves

Directeur de l'association « les Locals »

Développement de coopératives territoriales autour de la transition écologique, promotion de l'autonomie des individus et des territoires

TALLON Hélène

Géographe et chercheuse associée UMR Innovation de Montpellier

Ses thématiques de recherche sont le développement rural, les pluriactifs et les néo-ruraux.

VALENTIN Dominique

Co-fondateur et PDG de VivrOVert ainsi que PDG de Relais d'entreprise

VivrOVert est une plateforme en ligne qui croise les critères de vie sélectionnés par les utilisateurs, urbains en exode, pour proposer des territoires qui leur correspondent. Ils aident également à la mise en place de tiers-lieux

Le terme d'« exode » a une connotation triste et grave : il renvoie à l'exode rural qui était une réalité autrefois. Qu'en est-il de l'exode urbain ? Les campagnes attirent-elles à nouveau ?

Il y a un changement de mentalité sur la perception des espaces ruraux

La campagne est longtemps vue comme rassemblant les « ploucs », les jeunes la quittent, pensant n'avoir des opportunités de carrière qu'en ville. Aujourd'hui, les mentalités s'inversent. C'est d'autant plus vrai depuis le Covid. Il y a quelques années, ceux qui quittent la ville sont vus comme des « collapsologues » (ceux qui croient en l'effondrement de nos civilisations), ou bien on voit cela comme un renoncement à la réussite. Aujourd'hui, ils sont vus comme « chanceux », « courageux » : c'est une victoire symbolique pour Claire Desmares.

Le rural attire aujourd'hui car il semble rassembler certaines aménités que les gens recherchent

Parmi ces supposées aménités, on compte notamment une meilleure qualité de l'environnement, un sentiment de sécurité, plus d'espace, du calme et une sociabilité plus durable.

Cependant, certains territoires sont pleins : ils ne peuvent plus accueillir

Tous les espaces ruraux ne peuvent pas accueillir. Pourtant, le plein attire le plein. La Bretagne par exemple attire beaucoup, car elle présente beaucoup d'aménités (beaux paysages, bord de mer, image "conviviale"), surtout dans le contexte du changement climatique. Pourtant dans certains endroits il n'y a plus assez d'eau, plus de logements... L'idée est de retrouver un équilibre entre les territoires, pour cela ceux qui ne sont pas encore pleins, qui attirent moins, doivent développer et mettre en valeur leurs aménités. Des politiques d'accueil sont alors mises en place. Par exemple, la sociabilité, supposée plus durable dans les territoires ruraux, peut être un levier sur lequel s'appuyer pour attirer des populations dans ces territoires. Il s'agirait notamment de faire des efforts pour accueillir les nouveaux, de faire de la place. Cependant ces politiques ne s'adressent pas à tout le monde. Elles cherchent plutôt à accueillir ceux qui ont vraiment choisi de venir, pas ceux qui viennent car la vie à la campagne est moins chère. La question de choix est également importante pour les personnes concernées justement, leur « exode » ne peut bien se passer que s'il est choisi.

Outre les aménités, les territoires ruraux présentent aussi des contraintes

Le principal est **la question de l'énergie**, dont le coût ne cesse d'augmenter. Cela pose problème à la fois pour la mobilité, mais aussi pour l'habitat, car les logements sont plus grands, il n'y a pas de voisins pour chauffer.... Donc on consomme plus. Les logements ne sont pas toujours en bon état, l'offre ne correspond pas à la demande : on trouve beaucoup de petits logements à l'étroit dans les centres-bourgs, alors que ceux qui quittent les villes, pour s'y installer, cherchent plus d'espace.

La question de mobilité est d'ailleurs d'autant plus problématique car les territoires ruraux ne sont toujours pas prioritaires dans les politiques publiques. De grands investissements sont mis dans les lignes grandes vitesses, mais les transports au sein des territoires ruraux sont souvent oubliés. On préfère relier Brest à Paris, en faisant de la France entière la "banlieue parisienne", que de relier les territoires entre eux et leurs communes entre elles. Longtemps, seul l'État avait la compétence mobilité. Aujourd'hui, les collectivités territoriales mettent en œuvre cette compétence mais elles n'ont pas toujours les moyens d'agir sur l'ensemble des modes de transport. Si elles en ont, elles ne font pas automatiquement les choix qui avantagent les territoires ruraux.

Les collectivités territoriales sont encore très ancrées dans le paradigme de l'attractivité

C'est le cas même dans les territoires qui sont pleins. Les collectivités ne sont pas prêtes à cet exode urbain. Elles sont encore très attachées au marketing territorial, qui parfois n'a pas lieu d'être et qui porte préjudice aux territoires qui sont déjà pleins. En outre, aujourd'hui, elles sont toujours très tournées vers les grandes villes et les métropoles, dans lesquelles elles ont tendance à investir plus, notamment sur les questions de mobilités comme on a pu le voir dans le paragraphe précédent.

Enfin, dans les faits l'exode urbain reste un phénomène très minoritaire, mais la question du rural gagne de l'intérêt

Jean-Yves Pineau cite Robert Savy, ancien président de la région Limousin, qui disait dans les années 1990 à propos de l'exode urbain : « il y a beaucoup de croyants, peu de pratiquants ». Souvent, les mobilités se font de rural à rural, entre régions proches. Quand bien même cet exode urbain a lieu, les petites villes attirent le plus. Mais si l'exode urbain n'est pas encore réellement observé, la question du rural a le mérite aujourd'hui de réapparaître, autant dans les statistiques que dans les politiques publiques. Mais d'autres problèmes se posent : il faut veiller à ce que les acheteurs de propriétés dans les territoires participent à la vie des territoires, qu'ils n'achètent pas que des résidences secondaires. Il ne faut pas simplement vendre au plus offrant. De plus, il y a un risque de gentrification rurale, qu'il est préférable d'éviter.

A retrouver en intégralité en vidéo sur



Exode urbain mythe ou réalité ?

L'avenir est-il dans le pré ?...

BackToEarth

FOURT Xavier

Artiste et activiste au « Bureau d'Étude » : création de cartes et modèles des systèmes politiques, économiques et sociales contemporains
Ferme de la Mhotte (Territoire École)

GRIMAULT Roland

Directeur de l'Union Nationale des MFR (Maison familiale Rurale) depuis 2017

LEBEL Pierre Mathieu

Géographe spécialisé en géographie sociale et culturelle
CREFAD Auvergne (Centre de Recherche, d'Étude, de Formation à l'Animation et au Développement)

MATHIS Frédéric

Fondateur de l'École des transitions écologiques (ETRE)

PHAM Giang

Animateur / Le Cube Consultant
Travail de recherche sur les compétences collectives, les compétences stratégiques.
Recherche territoriale et développement territorial

PLASSAIS Isabelle

Directrice du Lycée Agricole de Marmilhat (Puy-de-Dôme)

Un contexte de transition et ses enjeux

Le monde actuel connaît et va continuer de connaître dans les années à venir des transitions, transformations voire mutations importantes de son organisation économique. Des mutations qui aujourd'hui apparaissent nécessaires dans un contexte de changements climatiques, environnementaux mais aussi sociétaux pour permettre de réaliser les transitions écologiques et économiques.

Les transformations souhaitées pour adapter les territoires et le système économique (mondial comme français) aux enjeux environnementaux actuels nécessitent le développement de nouvelles compétences (compétences stratégiques territoriales) qui permettront d'effectuer efficacement les transitions. Pourtant, les objectifs en termes de transition sont souvent très importants comme par exemple les ambitions françaises de disposer d'ici à 2025 de 8 400 nouveaux ETP (équivalents temps plein) en ingénierie sur la transition énergétique.

Une des questions émergentes est de se demander comment acquérir et transmettre ces nouvelles compétences, comment former les personnes à ces nouveaux enjeux et compétences. Or aujourd'hui, de plus en plus de personnes recrutées par les entreprises

(notamment en ingénierie sur la transition écologique) n'ont pas été formées dans le cadre de formations initiales (seulement 30 % de personnes formées via le cadre de formations initiales contre 70 % via des manières différentes comme des formations en ligne). A cela s'ajoute une plus grande mobilité professionnelle de la population active. Il s'agit d'une tendance qui fut d'ailleurs renforcée par la crise sanitaire du Covid-19 et des confinements successifs (la moitié des actifs des pays de l'OCDE souhaitent changer d'emploi dont 35 % dans le très court terme...) et qui concernent principalement des populations d'actifs jeunes (et dans des secteurs économiques assez diverses : industrie, agriculture, commerce, tiers-lieux...)

Ainsi face à toutes ces mutations à venir et actuelles, un certain nombre de problématiques se posent pour les territoires : Dans quelles conditions les jeunes veulent s'installer dans de nouveaux territoires ? Comment souhaitent-ils travailler ? Quelles compétences vont devenir indispensables localement ? Comment les territoires peuvent-ils porter les activités ? Comment créer des compétences localement ? Comment travailler ?

Une diversité de structures de formation

Différentes structures en France permettent d'acquérir des compétences et les savoirs en lien avec les transitions environnementales, sociétales, et économiques à venir. Ainsi Il peut s'agir :

- Des établissements publics comme les lycées agricoles, au nombre de 207 à l'échelle métropolitaine et qui sont placés sous l'égide du ministère de l'agriculture. Dans le Puy-de-Dôme, le lycée agricole de Marmilhat en est un exemple.
- Des territoires écoles dont la philosophie est la coopération avec les acteurs locaux du territoire et l'objectif principal est l'émergence d'un projet de société. Dans le département de l'Allier, la ferme de la Mhotte dont le développement progressif s'est accentué à partir de 2007 en constitue un exemple.
- Les Maisons familiales rurales ou réseau MFR présentes un peu partout sur le territoire métropolitain. Les MFR ont d'anciennes racines associatives mais fonctionnent en partenariat avec des organismes publics (ministère de l'agriculture, Région...).
- Des réseaux ou structures de formation sous forme d'associations à but non lucratif comme le réseau ETRE des écoles de la transition écologique ou le CREFAD (Centre de Recherche, d'Étude, de Formation à l'Animation et au Développement).

Des structures de formations aux objectifs communs

Le public concerné par ces structures de formation est assez large puisqu'elles sont ouvertes à tous types de personnes (face à des jeunes, lycéens, étudiants à adultes en reconversion professionnelle, volonté de changement de vie). De plus, les savoirs enseignés sont souvent similaires sur des thématiques rurales larges et pas seulement agricoles. Toutes ces structures partagent également des autonomies de gestion avec de fortes implantations territoriales autour de la notion de territoire de projet. L'objectif de ses structures est donc aussi de participer pleinement aux processus de développement et de transition sur les territoires locaux sur lesquels elles sont implantées.

Un difficile compromis entre le temps de la réflexion et l'urgence des enjeux

Un paradoxe a cependant émergé lors de cette conférence, celui de prendre le temps de décortiquer les enjeux à venir, donner des clés de lecture pour permettre aux étudiants de développer leurs propres jugements basés sur des analyses critiques (scientifiques). En effet, adapter les territoires aux enjeux de transitions, c'est prendre le temps de réfléchir à de nouveaux modèles plus adéquats. De plus, il faut souligner l'importance de ne pas tomber dans l'écueil de la précipitation pour éviter de répéter des erreurs que l'Humanité a pu faire par le passé dans la recherche de solutions pensées trop rapidement (à des problématiques environnementales, agricoles...), et, qui, parfois, furent à l'origine d'autres problèmes.

Pourtant, l'urgence en termes de transitions (écologiques, sociétales, et économiques) se rapproche et prendre le temps de la réflexion et de la planification c'est aussi prendre le risque d'être dépassé par les horloges climatiques et environnementales. De plus, dans le même état d'esprit, une autre interrogation émerge : les nouvelles compétences développées et propagées seront-elles suffisantes pour permettre des transitions suffisamment efficaces ? La seule réponse à cette question est qu'il est nécessaire d'agir dans tous les cas car le système actuel n'est de toute façon plus viable sur le long terme.

Un besoin de mieux faire connaître les enjeux de transition

Enfin, si une prise de conscience des enjeux de transitions est réelle, particulièrement parmi les populations jeunes, une problématique importante reste l'accès à ces structures à tous types d'individus ou comment les ouvrir à des populations parfois délaissées, notamment les jeunes de quartiers prioritaires des grandes métropoles, assez éloignés géographiquement du monde rural mais qui sont et seront de la même manière impactée par les urgences et les transitions qui en découlent/découleront.

A retrouver en intégralité en vidéo sur



Retour à la terre et transition
écologique : l'enjeu des savoirs

BackToEarth

Chapitre 2 : Les conditions de mise en œuvre du retour à la Terre au sein des collectivités



Plan :

Synthèse 1 : La coopération dans les territoires

Enjeux :

- Transition écologique dans les territoires ruraux où les modes de vie sont énergivores
- Financement des projets de territoires
- Manque d'attractivité des fermes sous leur forme actuelle

Convergences :

- Coopération entre différents types structures
- Coopération nécessaire pour répondre aux défis des territoires ruraux
- Coopération comme un outil, pas une fin en soi
- Mutualisation : des coûts, des trajets, des lieux...

Divergences :

- Pas de divergence notable

Chantiers de travail :

- Coopération financière, notamment avec des grands groupes, pour assurer la pérennité des projets
- Coopération autour de la logistique, sachant qu'on parcourt beaucoup de distances dans le milieu rural

Synthèse 2 : Les leviers de revitalisation pour les territoires

Enjeux :

- Manque d'attractivité et déclin de certains espaces ruraux
- Enclavement territorial

- Manque de services de base
- Douceur de vie et autres aménités des territoires ruraux
- Prix attractifs de l'immobilier

Convergences :

- Importance des démarches collectives
- Création nécessaire de liens sociaux
- Le bénévolat comme une solution pour créer des liens sociaux et reprendre en main les lieux de vie en milieu rural

Divergences :

- Le télétravail rend possible l'installation en milieu rural, loin de son emploi, mais il isole
- Il y a plus d'offre d'emploi en milieu rural, et pourtant on met en place des lieux de télétravail pour encourager ce dernier

Chantiers de travail :

- Accueil des nouveaux arrivants
- Mise en place/reprise des services de proximité

Synthèse 3 : L'accueil des nouvelles populations

Enjeux :

- Recrutement : certains territoires n'arrivent plus à recruter
- Crise du logement : certains n'arrivent plus à loger
- Problèmes d'image
- Le tourisme comme moyen de faire découvrir un territoire et donner envie de s'y installer
- Risque de gentrification rurale dans certains territoires

Convergences :

- Manque de culture de l'accueil dans les politiques publiques

Divergences :

- L'accueil des demandeurs d'asile, il permet de maintenir les classes ouvertes à l'école, de remplir les logements vacants mais les demandeurs d'asile ne trouvent pas ce dont ils ont besoin dans les territoires ruraux et ne sont pas intégrés

Chantiers de travail :

- Travail à faire sur les politiques d'accueil
- Intégration des nouvelles populations. Liens entre ruraux de souche et néoruraux
- Intégration des nouvelles populations. Liens entre ruraux anciennement installés et nouveaux arrivants

Synthèse 1 : La coopération dans les territoires

BOUILLAUD Stéphanie

Déléguée au développement régional à la Poste, chargée de l'engagement sociétal et des transitions écologiques.

CHAUCHARD Jérôme

Chargé du développement économique à l'agence « Une Rivière, un Territoire » de Rodez. Le programme « Une Rivière, un Territoire », mis en place par EDF, vise à développer une activité économique locale bénéficiant à tous les acteurs d'une vallée.

ROSO Claire

Animatrice au Tiers-lieu paysan de la Martinière

Le Tiers-lieu de lieu de la Martinière, situé dans le Pays du Roannais, est d'abord une ferme qui regroupe de l'élevage porcin, de la viticulture et du maraîchage bio, mais aussi un lieu de réflexion et d'expérimentation, pour répondre par les défis posées par la transition écologique et par le monde agricole.

Les défis d'aujourd'hui : d'une part le monde rural et agricole, d'autre part la transition écologique

D'une part, il y a l'urgence climatique. Or, les modes de vie dans le monde rural peuvent être énergivores : les maisons sont plus grandes, mais surtout il y a la contrainte de la mobilité. D'autre part, le monde agricole va mal : de nombreuses fermes n'ont plus de repreneurs, notamment car leurs formes n'attirent pas. La coopération est une nécessité pour répondre à ces défis. Il faut créer les nouveaux modèles, déjà agricoles, mais aussi d'organisation territoriale plus résilients face au changement climatique. La coopération n'est pas une fin en soi, mais un outil pour réussir la transition écologique. La coopération se présente sous diverses formes, avec différents acteurs. Cependant dans tous les cas elle met beaucoup d'acteurs autour de la table, ce qui peut être compliqué à gérer. En outre, il faut toujours rester vigilant : comme les projets prennent du temps, certains acteurs peuvent les quitter en cours, c'est pourquoi il faut toujours chercher d'autres acteurs.

La coopération entre des acteurs divers

La coopération peut se faire avec des acteurs de statuts différents. Elle peut avoir lieu entre de nombreux acteurs : institutionnels, acteurs privés ou acteurs publics. On y retrouve par exemple des tiers-lieu ou des universités. Une coopération peut se faire entre la Poste, les programmes du type *1000 cafés* (programme dont l'objectif est de redynamiser les bourgs en rouvrant les commerces de proximité), et des EHPAD. Mais la coopération doit surtout se faire avec la population. La Poste, par exemple, travaille avec la population pour mettre en place des tiers lieux, gratuits, que les commerçants locaux peuvent utiliser. Les grandes entreprises peuvent également participer à cette coopération. EDF le fait avec ses programmes, du type « Une Rivière, Un Territoire », qui a pour but de promouvoir le développement économique au sein des vallées notamment en facilitant la coopération entre les acteurs locaux.

La coopération financière, une clé pour la pérennité

L'un des intérêts de la coopération avec des grandes entreprises est notamment l'apport financier qu'elles peuvent apporter. En effet, un projet mis en place dans un territoire, peu importe soit-il, ne peut pas être simplement financé par des subventions. Si on veut s'assurer de la pérennité du projet, il faut que le modèle économique soit solide. Lorsqu'un grand groupe participe au projet, les coûts peuvent être mutualisés avec d'autres activités plus lucratives pour assurer la solidité du modèle économique du projet.

Une question clé en milieu rural : la logistique

Dans les milieux ruraux, où la mobilité reste la principale contrainte, la coopération autour de la logistique de transport permet de mutualiser les déplacements. Par exemple, le facteur après avoir déposé ses lettres, au lieu de revenir les mains vides, peut ramener des légumes et autres productions agricoles vers un tiers lieu où ils seraient vendus.

Pas de vidéo disponible

Synthèse 2 - Quels leviers de revitalisation pour les territoires ?

BAHRI Jean-Luc

Dirigeant MonUnivert - Atelier des Mobilités

Relais d'Entreprise

MontUnivert est un bureau d'étude spécialisé dans la valorisation des territoires autour des axes du tourisme, de l'environnement et de la mobilité.

BILLY Anne

Elue dans les Combrailles (département du Puy-de-Dôme)

Association Envie'R

Envie d'R est une association qui met en réseau les territoires ruraux de la région Auvergne-Rhône-Alpes et qui facilite l'accueil des néo-ruraux, notamment en les accompagnant dans leurs démarches et en recensant les fonds de commerce et entreprises qui cherchent des repreneurs.

BLOT Vincent

Responsable de la publication chez CAAP (Coopérative Auvergnate de l'Alimentation de Proximité).

La CAAP réunit les activités alimentaires de la distribution et de la transformation et porte le projet collectif d'une alimentation responsable et de proximité.

DU PASSAGE Gabriel

Bouge ton Coq

Développeur et responsable des opérations santé de l'association Bouge ton Coq.

JAMOT Jean-Philippe

Animateur / Cap Rural

Chargé de mission Dynamiques entrepreneuriales de créations d'activités – Ingénierie financière chez Cap Rural

VILLE Frédéric

Journaliste, essayiste et éditeur

L'enjeu de l'attractivité des territoires ruraux

La crise sanitaire du Covid-19 et les confinements successifs qui eurent lieu durant l'année 2020 furent les éléments déclencheurs d'un nouvel attrait pour les territoires ruraux, peu pollués (au niveau de la pollution atmosphérique), caractérisés par un environnement naturel souvent favorable. Pourtant aujourd'hui de nombreux territoires ruraux, malgré leurs atouts, demeurent en déclin ou en manque d'attractivité. L'objectif de cette table-ronde était de présenter les différentes solutions possibles ou en cours de réflexion pour relancer l'attractivité des territoires ruraux.

Des réalités rurales parfois compliquées

Pendant des années, la perception des territoires ruraux était plutôt négative. Bien que certains d'entre eux, en particulier les littoraux méditerranéens et atlantiques, ne connaissent pas ces dynamiques démographiques ou économiques négatives, beaucoup d'autres, notamment dans le centre de la France dans cet espace nommé « La Diagonale du Vide » connaissent des déclinés économiques et démographiques plus ou moins prononcés. Les caractéristiques de ces déclinés sont souvent partagées, c'est-à-dire des populations vieillissantes avec les populations les plus jeunes quittant ces territoires au profit des villes, principalement pour étudier ou pour la recherche d'emplois qualifiés et bien rémunérés.

De nombreux territoires ruraux présentent des pénuries de logements locatifs mais également des positions d'enclavement territorial par la quasi-inexistence de réseaux de transports en commun. Beaucoup de petites lignes ferroviaires rurales rendant souvent de grands services aux habitants des territoires ruraux par le passé furent fermées par l'Etat car elles n'étaient plus rentables et donc ne répondaient pas à la logique économique de marché. Ces territoires ruraux connaissent aussi un manque voire une 'inexistence de services de base à la population (manque de commerces, manque de médecins / déserts médicaux...).

Pendant plusieurs décennies, les territoires ruraux, peu peuplés furent quelque peu délaissés par les politiques économiques ou sociales au profit des métropoles, aux poids économiques et démographiques bien plus importants. La « théorie du ruissellement » fut mise en avant pour assurer la prospérité des territoires ruraux, c'est-à-dire que d'une certaine manière la croissance économique des territoires urbains devrait profiter aussi aux territoires ruraux. Cependant, cette approche montre peu de résultats effectifs mais surtout beaucoup de limites.

Mais la présence d'aménités à souligner

Pourtant, bien que factuellement ces nombreuses réalités négatives, concernent toujours de nombreux territoires ruraux, la perception « nationale » de ces territoires a évolué positivement de façon graduelle.

Les territoires ruraux présentent également des atouts que les villes ne disposent pas ou ne disposent plus. Les prix immobiliers sont très attractifs par rapport aux villes, du fait d'une demande beaucoup plus faible. Un grand nombre de territoires ruraux se caractérise par davantage d'offres d'emplois que de demandes ou encore la présence d'une certaine douceur de vie par rapport aux stress que peuvent représenter les milieux urbains. Il y a notamment eu une prise de conscience sur cette « douceur de vie » durant les confinements à cause de la pandémie en 2020).

Les différentes démarches possibles pour revitaliser les territoires ruraux

Le déclin des territoires ruraux n'est pas une fatalité, un certain nombre de solutions peuvent exister. En général ce qui ressort, c'est l'importance de favoriser les démarches collectives et le bénévolat avec pour objectif de créer ou de recréer des liens sociaux. La présence de certains lieux comme les petits commerces ou les cafés est essentielle dans les petits villages

des milieux ruraux car ce sont les principaux lieux de vie commune. Ils peuvent faire ainsi l'objet d'une gestion basée sur la base de volontariat collectif des citoyens. L'accompagnement par les communes mais aussi par des associations (*1000 Cafés* par exemple) de porteurs de projets souhaitant s'installer dans des territoires ruraux pour y lancer ou relancer une activité de commerces de proximité apparaît également comme une démarche efficace.

La question des déserts médicaux demeure pour l'instant la problématique la plus difficile à gérer et ce malgré le développement des centres de santé qui n'attirent de nouveaux médecins que marginalement. Pourtant, des associations comme *Bouge ton Coq* proposent de mettre en place des collectifs de médecins solidaires avec la mise en place d'un roulement de médecins volontaires originaires de toute la France se succédant les uns après les autres sur une petite période donnée (généralement une à deux semaines) dans les communes dans le besoin. Ce système innovant a notamment été réalisé dans une petite commune du département de la Creuse où durant une année, 52 médecins volontaires se sont succédé chaque semaine. Cette expérience fut d'ailleurs vécue positivement par les locaux comme pour une majorité de ces médecins volontaires. Demeure cependant la question : si ce genre d'innovation sociale et territoriale est localement possible, comment l'appliquer à l'échelle du pays entier ?

L'écueil à éviter : ne pas transformer les territoires ruraux en espaces périphériques des villes / suburbains

Si l'accueil de nouveaux habitants représente souvent pour les communes rurales de nouvelles opportunités favorables, il est important de souligner que cet accueil ne peut être positif que si des liens sociaux se mettent en place entre locaux et nouveaux habitants. L'enjeu est également de faire en sorte que ces derniers (les néo-ruraux) puissent vivre pleinement dans ces territoires sans avoir à participer aux migrations pendulaires (principalement avec des voitures) espaces ruraux / espaces urbains très émettrices en CO². La mise en place du télétravail souvent vu comme un levier pour revitaliser présente aussi ses propres limites puisqu'il a tendance à isoler les individus, à limiter les échanges sociaux. C'est ainsi que la création de lieux de travail à distance dans les territoires ruraux peut s'envisager comme une solution regroupant à la fois les avantages du télétravail sans rejoindre un espace urbain.

A retrouver en intégralité en vidéo sur



ARFAOUI Rafik

Enseignant et chercheur
Étudie l'accueil des demandeurs d'asiles

CAZAL Bertrand

Chargé de mission accueil de population, tourisme à l'ANCT (Agence national de la cohésion des territoires) Massif central

Frédéric Richard

Enseignant et chercheur à l'Université de Limoges
Étudie la gentrification rurale

TASSET Cyprien

Enseignant et chercheur à Vetagrosup
Étudie les effondristes

THIBAULT Aurore

Cofondatrice et présidente de Laou
Aide à l'installation dans en région

Jean-Yves Vif

Animateur de la table ronde et journaliste

Accueil de nouvelles populations : situations d'alerte, manque de formation des élus et d'une culture de l'accueil

On peut d'abord faire le constat que nous sommes en situation d'alerte en termes d'accueil de nouvelles populations dans certains territoires comme l'Aveyron, la Lozère ou encore le Cantal. Nous cherchons à recruter partout. L'Aveyron est dans une situation très critique, il n'y a pas assez de ressources en local et on constate une perte d'entreprises, d'emplois et de savoir-faire. Mais le Massif central, plus largement, est lui aussi touché par des problèmes d'habitats : on remarque notamment un manque de logements pour accueillir de nouvelles populations. 650 000 habitants sont partis du Massif central en 50 ans (selon Aurore Thibault de Laou). En France, il n'y a pas de débat sur le solde migratoire positif, il est affirmé. Pourtant d'un territoire à l'autre il n'y a pas de dynamiques aussi positives partout. Dans le temps, l'attraction des territoires est mouvante. D'une commune à une autre, il peut également y avoir des gros changements sur l'arrivée et le départ d'une population dans le temps. La France souffre aussi d'un manque d'une culture de l'accueil qui est un frein à l'arrivée de nouvelles populations sur les territoires. Il est donc important et nécessaire de former les élus et de revoir les politiques.

Une image peu attrayante des territoires ruraux

On constate également que les territoires ruraux bénéficient d'une image peu attrayante il y a donc une volonté de casser la vision négative sur le rural. La différence entre les territoires ruraux et les territoires urbains est que les territoires ruraux sont moins connus par les populations urbaines et bénéficient d'une image moins valorisante. Ainsi, les personnes souhaitant s'installer ont peur qu'il n'y ait pas de restaurants, de bars etc. Ils ont peur de ne pas trouver assez de convivialité. Certains territoires essaient donc de capter de la valeur grâce à leurs aménités culturelles, sociales et environnementales qui les rendent attrayants.

Une gentrification et des problèmes d'accès à l'habitat en milieu rural

La gentrification est au départ un phénomène connu pour les espaces urbains. Mais en réalité, il y a des recherches sur la gentrification des espaces ruraux depuis plus longtemps. Celle-ci est difficilement reconnue car la France à une certaine époque a vécu un exode rural ce qui rend difficile d'imaginer une gentrification dans ces espaces. Pourtant, elle existe bien, on peut la voir notamment dans le Luberon, qui est vu comme la caricature de la gentrification, mais également dans le Périgord Noir et le Sud-Loire (Anjou). Les classes sociales moins aisées n'ont plus la possibilité de vivre dans ces lieux. Dans le Périgord Noir, il y a une agriculture qui fait envie, la création d'un paysage décors, on y retrouve majoritairement des résidences secondaires, la population locale est donc reléguée hors de ce "triangle d'or" délimité par les vallées de la Vézère et de la Dordogne. En Anjou, il y a une gentrification plurielle avec des Anglais et des riches Parisiens qui viennent s'installer. C'est une alter gentrification avec plutôt des personnes avec un fort capital culturel. Les territoires doivent prendre conscience de ce phénomène de gentrification rurale pour assurer une « mixité sociale dans les territoires » (Frédéric Richard). Mais il y a également un gros travail à faire sur l'accès à l'habitat : il faut libérer de l'habitat en milieu rural, en limitant les résidences secondaires et en proposant des locations.

Les demandeurs d'asile vivent une installation en milieu rural imposée

L'accueil en France est une compétence de l'État. Les demandeurs d'asile ont un droit à l'hébergement mais dans les faits l'accès au logement ne leur est pas garanti. Depuis 2015, la captation des logements est beaucoup tournée vers les espaces ruraux puisqu'il y a de la vacance dans le parc immobilier public et que ces territoires connaissent une perte de services publics. Les élus de ces territoires ruraux sont souvent volontaires dans l'accueil des demandeurs d'asiles car ils permettent de répondre au problème de vacance des logements sociaux. Ils permettent également de redynamiser le territoire avec des nouveaux arrivants et notamment d'apporter de nouveaux élèves dans les classes qui souvent faute d'élèves ferment. Il s'est développé une approche utilitariste de l'accueil de ces populations.

Les demandeurs d'asile ne s'intègrent pas dans les milieux ruraux

L'intégration est également une compétence de l'État mais les demandeurs d'asile sont exclus de cette politique. Dans ces territoires ruraux, ils sont isolés car ils n'ont pas le droit de travailler, ils n'ont pas d'aide pour apprendre le français. Leur vie est rythmée par l'attente de

procédures administratives. Ils attendent d'obtenir un statut de réfugié qui leur offrira davantage de droits. C'est un temps d'aliénation.

Les territoires ruraux doivent s'engager pour leur attractivité

Les collectivités territoriales dans les espaces ruraux doivent mettre en place des politiques d'attractivité de leur territoire. Elles doivent, pour donner envie à de nouvelles populations de s'installer, porter cette volonté politique. Certaines collectivités ont des chargés d'accueil qui sont des ressources essentielles pour les nouveaux arrivants. Laou, entreprise qui vise à installer des urbains en campagne, travaille avec les chargés d'accueil des territoires ruraux pour aider leurs porteurs de projet à trouver un travail, un logement, développer un réseau ou encore à mieux connaître la région dans laquelle ils vont s'installer. Laou cherche à capter les flux de personnes intéressées pour déménager en ruralité et les accompagne, les conseille dans leur nouveau projet de vie. L'entreprise vise à installer des personnes dans les territoires qui sont le plus dans le besoin.

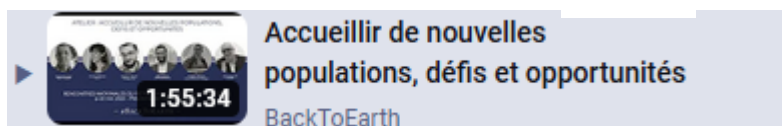
Le tourisme et les attaches familiales sont des leviers pour attirer de nouvelles populations

Le tourisme est une bonne porte d'entrée pour découvrir un territoire et souhaiter s'y installer. Pour déménager, il y a besoin d'avoir une connaissance du territoire, une représentation de celui-ci. Les touristes sont des personnes déjà convaincues de ce qu'ils peuvent trouver dans les territoires ruraux. Par ailleurs, les futurs installés peuvent avoir une connaissance des territoires grâce à de la famille ou des amis déjà sur place. Parfois même, ils ne connaissent plus de personnes sur le territoire mais leur histoire familiale les rattache à celui-ci. Ils ont un sentiment d'appartenance à ce territoire.

Les effondristes attirés par les espaces ruraux

Les effondristes (personnes qui établissent une interconnexion entre toutes les crises : écologique, financière, sociale, politique, culturelle) ne sont pas recherchés par les communes rurales mais ils sont naturellement attirés par ces territoires. Ils tentent de développer en campagne une forme d'autonomie alimentaire et énergétique et de résilience face à la crise climatique et à l'effondrement du monde moderne. Ils souhaitent apprendre en territoire rural et ne trouvent plus leur place dans les territoires urbains.

A retrouver en intégralité en vidéo sur



Chapitre 3 : Défis et solutions des transitions agricoles



Plan :

Synthèse 1 : Le renouvellement des générations agricoles

Enjeux :

- Attractivité du métier d'agriculteur
- Accessibilité au foncier agricole
- Transmissibilité des fermes des cédants
- Souveraineté alimentaire
- Compréhension des nouveaux modèles agricoles souhaités par les nouvelles générations

Convergences :

- Coopération entre tous les acteurs du monde agricole
- Nécessité de recruter de nouveaux agriculteurs
- Revalorisation du métier d'agriculteur

Divergences :

- Tendance à l'agrandissement des fermes plutôt qu'aux nouvelles installations
- Le nombre de nouveaux agriculteurs à installer
- Fonction nourricière de l'agriculture en premier lieu mais fonction de production énergétique qui se développe aussi

Solutions :

- Accompagnement des agriculteurs pour la transmission et l'installation
- Faciliter l'accès au foncier agricole
- Dialoguer entre tous les acteurs de l'agriculture
- Rémunération équitable des agriculteurs
- Accompagnement psychologique et financier des cédants
- Tests d'activité pour les candidats à l'installation

- Communication sur des récits heureux d'installation
- Installation avec de nouveaux modèles, collectifs, hybrides (transformation, pluriactivité)

Synthèse 2 : Les transitions agroécologiques

Enjeux :

- Compréhension entre les agriculteurs sur les transitions à réaliser
- Adaptation des fermes au territoire et à ses mutations
- Autonomie des fermes
- Restauration des sols, meilleure gestion de l'eau, stockage du carbone
- Durabilité et viabilité des fermes

Convergences :

- L'agroécologie est multidimensionnelle
- Autonomie décisionnelle de l'agriculteur

Divergences :

- L'agroécologie est pratiquée depuis longtemps
- Les agriculteurs participent à la production d'énergie

Solutions:

- Intégration des agriculteurs dans la société et les territoires
- Coopération entre tous les acteurs du monde agricole
- Accompagnement de toutes les agricultures

Synthèse 3 : La reterritorialisation de l'alimentation et l'agriculture

Enjeux :

- L'intérêt de subvenir à la forte demande de produits locaux
- Accentuer la complémentarité entre circuit-court et de proximité
- Résilience alimentaire
- Allocation du foncier agricole
- Création de valeur locale

Convergences :

- La valorisation de la production locale à travers les circuits-courts
- L'association de différents acteurs locaux pour des objectifs communs à plus grande échelle

Divergences :

- La vision d'opposition entre le "local" et le "global"
- L'adaptation à une agriculture hybride pour une demande plus importante

Solutions :

- Instaurer des intermédiaires entre les agriculteurs afin de favoriser les liens
- Une complémentarité des producteurs à l'échelle des territoires
- Création de réseaux d'intermédiaires entre bassins de production et bassins de consommation
- Revitalisation des territoires
- Adaptation des projets d'installation aux besoins des territoires
- Complémentarité des approches locales et globales
- Hybridation des modèles agricoles, diversification
-

ALVES Jérémv

Directeur général de la Ceinture Verte Clermont Auvergne
Recherche de foncier agricole en zone périurbaine et aide à l'installation en agriculture

BONSACQUET Rodolphe

Animateur de la table ronde et consultant indépendant

FOURNIER Camille

Cheffe de projet et responsable développement grand ouest chez Eloi
Accompagnement des cédants dans la transmission et des porteurs de projets dans l'installation

JANNOT Vincent

Directeur des partenariats chez Terres de Liens
Protection des terres agricoles et aide à l'installation

JOUSSERAND Rémi

Producteur laitier et coprésident de la Chambre d'agriculture de la Loire, en charge de l'installation transmission

KIEFFER Julien

Président Réseau national des espaces-test agricoles
Mise à disposition d'espace d'expérimentation pour les porteurs de projets agricoles

MAGNET Jordan

Agriculteur en polyculture élevage et élu Jeunes Agriculteurs de la Drôme

Plus de départs à la retraite que d'installation en agriculture

Selon Terres de liens, il y a aujourd'hui en France 14 000 installations en agriculture pour 23 000 départs. Le renouvellement des générations agricoles est insuffisant. L'association fixe un objectif ambitieux de 1,2 million de paysans d'ici à 2050. Il faut pour cela 40 000 installations par an. Certaines régions ont moins de difficultés à recruter de nouveaux agriculteurs, mais les installations restent inférieures aux départq. En Auvergne-Rhône-Alpes, il faut maintenir 800 à 1000 installations par an pour assurer le renouvellement. Ce constat est lié à une baisse d'attractivité des métiers agricoles qui devient un enjeu pour la profession.

Des difficultés à recruter liées aux mutations de l'agriculture

Depuis 70 ans l'agriculture a connu de nombreuses mutations qui ont changé le profil des agriculteurs. Le salariat en agriculture a augmenté, en dépit peut-être de nouvelles installations. Les agriculteurs ne sont plus les fils d'agriculteurs mais des personnes qui s'installent hors cadre familial. Ils sont entre 40 % et 60 % selon les régions. De plus, les fermes à vendre n'accueillent plus nécessairement de nouveaux arrivants, 40% des terres sont achetées pour l'agrandissement d'autres fermes.

Les porteurs de projets en agriculture sont présents

Le manque d'installation en agriculture est avéré et pourtant la profession intéresse. Les porteurs de projets agricoles existent mais ils n'arrivent pas toujours à mettre en place et à pérenniser leur ferme. Ils ont besoin d'être accompagnés par différentes structures pour accomplir leur projet. Celles-ci doivent réussir à identifier les porteurs de projets et les aider.

L'inéquation entre le souhait d'installation et l'accès au foncier agricole

Le principal frein à l'installation pour les porteurs de projets est l'accès au foncier agricole. La terre est une ressource finie et pourtant elle connaît une forte pression pour un usage non agricole. Les terres agricoles sont très convoitées pour des installations urbaines. Elles le sont aussi pour le photovoltaïque au sol. La seconde difficulté est financière, l'achat du foncier représente un investissement souvent colossal pour les porteurs de projets et lorsqu'ils n'ont pas les ressources, l'accès aux financements se révèle souvent difficile. Par ailleurs l'accès au foncier est compliqué de par le manque d'information concernant les propriétaires. Le système d'acquisition de foncier agricole est très complexe pour les porteurs de projets. Pourtant, c'est un enjeu de souveraineté alimentaire que de préserver les terres et s'assurer qu'elles accueillent une activité agricole. La propriété en agriculture est devenue une rente pour les agriculteurs qui partent à la retraite. La propriété, depuis la fin du fermage, a changé le rapport au foncier. La terre a avant tout une valeur monétaire.

L'incompréhension des générations sur les projets agricoles

Le second frein à l'installation est l'inadéquation entre l'offre et la demande. Les jeunes ne souhaitent pas nécessairement s'installer sur le même modèle agricole réalisé auparavant sur la ferme. Les fermes qui se vendent ne correspondent pas forcément aux volontés des porteurs de projets en termes de taille et de type d'activité. Les nouveaux installés souhaitent davantage faire de la transformation sur la ferme et travailler en circuit court.

Le métier d'agriculteur : une quête de sens et une source de bonheur

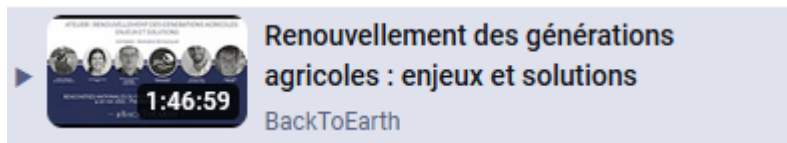
L'idée principale est qu'il est important de trouver un sens dans ce métier. Il doit être une source de bonheur. On constate un manque de récits heureux, d'installations réussies. L'enjeu est donc que les jeunes réalisent des projets viables et durables. Il ne faut pas être dans l'installation à tout prix mais s'installer dans de bonnes conditions et de manière pérenne. L'objectif est de revaloriser le métier d'agriculteur. Il faut une meilleure perception du monde agricole car l'agriculture n'est pas qu'une charge de travail conséquente mais c'est aussi un métier passion et chacun doit trouver le sens qu'il veut à son métier. Il est également important de pouvoir organiser ensemble une meilleure répartition des richesses grâce à une

intelligence collective. Il faut mettre plus d'argent dans l'agriculture afin que les agriculteurs soient rémunérés à leur juste valeur. Il est important d'essayer le métier d'agriculteur, de s'y confronter pour y trouver le sens recherché. Les porteurs de projets doivent donc prendre un temps significatif pour essayer le métier d'agriculteur avant de s'installer.

Les solutions : accompagnement, collaboration entre acteurs

Aujourd'hui, il est important de diversifier les acteurs qui accompagnent les agriculteurs. Il faut travailler en complémentarité. Il faut échanger aussi sur les points de divergences entre ces différents acteurs. Il est donc important qu'il y ait une collaboration entre eux mais également un décloisonnement des idées de chacun ainsi qu'une gouvernance partagée. Nous devons également organiser ensemble une meilleure répartition de la richesse, il faut concentrer les finances de l'Etat sur l'alimentation et en lien avec les enjeux de la ressource en eau. Mais il faut également faire un travail stratégique sur le foncier agricole auprès des collectivités territoriales, aujourd'hui le modèle du foncier agricole est très complexe et les porteurs de projets ont besoin d'être aidés. D'autres solutions existent également comme rendre plus accessible une possibilité de faire un stage en agriculture, ce service agricole pourrait être une réponse pour susciter des motivations à travailler en agriculture car aujourd'hui nous avons perdu le lien à la terre. Enfin, il est important de mieux accompagner les cédants psychologiquement lors de la transmission car leur ferme est leur lieu de travail mais aussi leur lieu de vie. De plus, il faut les conseiller financièrement, il faut anticiper pour les agriculteurs les capitaux qu'ils veulent transmettre pour mieux réussir la transmission.

A retrouver en intégralité en vidéo sur



Synthèse 2 -Transitions agricoles, dynamiques à l'œuvre ? Quel impact de l'arrivée de nouveaux acteurs ?

BONSACQUET Rodolphe

Animateur de la table ronde et consultant indépendant

DUBOST Jocelyn

Exploitant céréalier en Isère et président des Jeunes Agriculteurs d'Isère

DUMEUNIER Marika

Directrice à l'association Fermes d'Avenir

Forme et conseil les agriculteurs, création de contenus multimédias sur les transitions agroécologiques

FAYOLLE Anthony

Eleveur de vaches allaitantes en Haute-Loire et élu à la FNSEA Haute-Loire

QUERARD Jean-Philippe

Président de l'association Pour une Agriculture du Vivant

Mise en réseau des acteurs de la filière agricole et développement d'outils pour les transitions agricoles

Définition de l'agroécologie

L'agroécologie est un mot dynamique qui renvoie au stockage du carbone, à la rétention d'eau dans le sol, à la production de biodiversité, à la maximisation de biomasse (carbone régénératif) et au bonheur à la ferme. C'est une approche par système. Il ne doit pas y avoir de concurrence entre les cultures c'est pourquoi il est important de rester dans des équilibres. Elle doit être considérée comme une boussole et doit se pratiquer dans des fermes très intégrées sur le territoire. Elle prend en compte des performances sociales, économiques et environnementales de la ferme et cette boussole permet une pluralité des pratiques. Les pratiques agroécologiques tendent vers plus d'autonomie sur la ferme, les fermiers sont moins dépendants aux entrants et aux sortants.

L'agroécologie existait déjà et elle continue d'évoluer

L'agroécologie n'est pas quelque chose que les éleveurs ont oublié car, il y a toujours eu cette idée de faire de la culture et de l'élevage. Il est important de réussir à trouver des équilibres écologiques entre le végétal et l'animal et d'améliorer les systèmes en trouvant des solutions collectivement. De plus, nous sommes dans une transition permanente et aujourd'hui tous les agriculteurs tendent vers plus d'agroécologie pour être de plus en plus performant techniquement et économiquement. Les agriculteurs peuvent être plus autonomes en énergie sur leur exploitation mais l'agriculteur est là avant tout pour nourrir ses concitoyens. La création d'énergie doit donc être en complément avec la création de denrées alimentaires.

Dans la conception du projet agricole il est important de mettre plus de sobriété énergétique... L'agriculture doit protéger et produire de la biodiversité et l'agroécologie est un levier de la transition agricole.

Un dialogue sur les transitions difficile entre les agriculteurs

Ces changements de pratiques rencontrent parfois des obstacles lorsqu'il y a des incompréhensions entre les agriculteurs. Les différentes générations ne s'entendent pas toujours sur l'évolution des pratiques et sur les méthodes à adopter. Dans le cas des transmissions d'exploitation, il y a parfois des décalages entre les cédants et les futurs installés dans leur projet agricole. De plus, l'ensemble du monde agricole ne se met pas toujours d'accord sur l'urgence de la modification des pratiques agricoles. Pour certains, l'agriculture est ancrée dans un temps long. Les pratiques agricoles ne peuvent changer du tout au tout. "Le sol a une mémoire". Pour d'autres, le changement climatique impose de changer rapidement pour s'adapter au plus vite. Il faut accélérer les transitions agricoles car cela sera toujours plus dur et toujours plus risqué par la suite. L'agroécologie amène à de nombreuses réflexions chez les agriculteurs : prioriser l'agriculture face à la production d'énergie, développer la résilience de la ferme, modifier son modèle économique, prendre des décisions collectivement etc.

L'agroécologie s'adapte à tous les agricultures

L'agroécologie est une démarche de progrès. Il n'y a pas de normes. Les pratiques agroécologiques sont personnelles car elles s'adaptent à chacune des exploitations et les agriculteurs expérimentent, observent, et modifient leurs pratiques en fonction des résultats. L'agroécologie est une prise de risques qu'il faut être prêt à prendre. Chacun invente sa façon de faire de l'agroécologie

La place des High Tech

Au sujet des High Tech (hautes technologies) et du biocontrôle les intervenants ont répondu qu'il s'agit d'outils intéressants s'ils sont au service de l'agriculteur et qu'il n'en devient pas dépendant. Il faut avant tout penser à l'autonomie des exploitants et le dernier décideur reste l'agriculture. Les agriculteurs doivent pouvoir conserver une autonomie financière et décisionnelle. Il y a un souhait de remettre au cœur de l'agriculture : l'agriculteur et son bien-être. Toute la soutenabilité de nos sociétés dépend de nos agriculteurs.

Des agriculteurs qui échangent et prennent leurs propres décisions

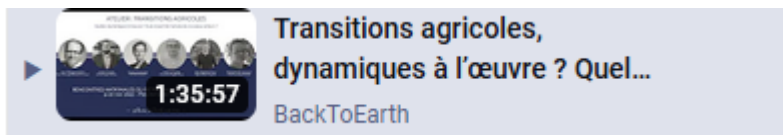
Il est régulièrement exprimé un besoin d'échange entre les agriculteurs et un besoin d'accompagnement. L'agroécologie permet de réunir en créant des partenariats entre les exploitations. Il faut trouver des moyens d'agir en collectif car il y a de plus en plus de compétences et de tâches demandées aux agriculteurs. Il faut pouvoir accompagner tous les systèmes et s'adapter au territoire. L'agronomie est un socle commun sur lequel il faut tous travailler. Il faut aider les agriculteurs dans leur prise de risques. Les réseaux sont des leviers pour cela.

L'agriculteur dans le monde de demain

Certains pensent qu'il est important à l'avenir que l'agriculteur ait la liberté d'agir et une ouverture d'esprit. Il faut laisser sa place au compromis et avoir une vision plus globale du monde agricole. Il faut accepter de sacrifier certaines choses. D'autres ont mis en avant les réticences de certains agriculteurs à travailler collectivement. Ils espèrent que les professionnels se forment ensemble.

De plus, ils espèrent plus d'intégration des agriculteurs dans la société et souhaitent que la société encourage l'agriculteur dans son rôle d'entrepreneur, de chercheur. Il espère que l'agriculteur soit associé au projet de territoire. Il est important que les consommateurs se posent des questions sur ce qu'ils mangent et sur les conséquences que cela peut avoir sur la Terre. Le consommateur ne devient plus seulement mangeur mais aussi acteur (consom'acteur). L'agriculture est l'un des métiers avec le plus d'avenir. Il est important de rendre ce travail plus attractif et d'ouvrir l'orientation professionnelle vers les métiers de l'agriculteur.

A retrouver en intégralité en vidéo sur



Synthèse 3 - Vers une approche territoriale de l'agriculture et de l'alimentation ?

BERNIER Dominique

Animateur et chargée de mission à Cap Rural
Centre de ressource régionale et réseau rural en Auvergne-Rhône-Alpes

CORBIÈRES Christophe

Chef de projet alimentation et circuits courts au Département de l'Isère
Département Isère est labellisé Plan alimentaire territoriale (PAT) de niveau 2

DELEPAIRE Adrien

Directeur général délégué à Foodbiome
Société de conseil dont l'objectif est de restaurer le lien alimentation-territoire

DHÉRISSARD Guillaume

Directeur des coopératives des Fermes de Figeac, agronome de formation

JUHLES Benoit

Membre des Jeune agriculteurs et Président d'une coopérative agricole

PORTAS Nicolas

Directeur du service agriculture, alimentation et forêt au sein du département du Puy de Dôme
et Directeur de l'association nationale Agrilocal

QUEMENER Anne-Karine

Chef du service départemental SAFER Auvergne,
Spécialiste de la transaction immobilière et accompagnateur de projet

Définition de l'approche territoriale de l'alimentation et l'agriculture

Les questions de reterritorialisation de l'agriculture et de l'alimentation sont des enjeux forts aujourd'hui notamment accentués par la crise sanitaire et la guerre en Ukraine. Il est question maintenant de résilience alimentaire des territoires. C'est la capacité d'un système alimentaire, dans le temps, à produire de façon suffisante et adaptée de la nourriture en dépit des perturbations pouvant arriver. Il est également question de souveraineté alimentaire. La souveraineté c'est la possibilité de choisir, de ne pas être obligé de se déterminer que par sa propre volonté. Chacun des territoires est libre de "définir" leur propre alimentation et leur agriculture. La reterritorialisation c'est le retour de l'agriculture et de l'alimentation ancrées dans les territoires. Concrètement, c'est la redynamisation des acteurs au sein d'un système alimentaire propre à un territoire, autour de réseaux et des organisations diverses en coordination les uns avec les autres.

Comment agir concrètement pour une territorialisation ?

Dans le terme reterritorialisation, il y a le mot re, cela veut dire que dans l'histoire il y a eu une déterritorialisation de l'agriculture. La Ferme de Figeac, même dans les années quatre-vingt, a décidé de rester implantée dans son territoire. Ils souhaitent garder la maîtrise de leur outil coopératif. La reterritorialisation c'est le pari que c'est créateur de valeur. Cela permet des solutions plus adaptées que la déterritorialisation. Pour réussir les transitions territoriales, il faut se mettre en marche par la valorisation du local et la co-construction. La co-construction, c'est la capacité de se rencontrer, négocier et décider ensemble pour faire de son territoire un espace vivant. La Ferme de Figeac a créé le circuit court concentrique. C'est-à-dire que dans les magasins du territoire on trouve tous types de produits locaux.

Les départements du Puy-de-Dôme et de la Drôme ont essayé également de reterritorialiser l'alimentation sur leurs territoires à travers la plate-forme AGRILocal. Elle sert à accompagner individuellement chaque acteur de la restauration collective publique pour faire en sorte qu'ils contractualisent des marchés publics au profit des fournisseurs locaux. La démarche entreprise par AGRILocal favorise la mise en relation des producteurs qui pourront se fixer des objectifs communs.

Le département de l'Isère a proposé des solutions similaires en créant trois plateformes de mise en relation entre producteurs et cantiniers. La restauration collective est apparue comme un levier pour pouvoir structurer ces circuits courts qui soient davantage rémunérateurs pour les agriculteurs. Ils ont également créé une marque territoriale qui repose sur un cahier des charges élaboré par des professionnels, les chambres consulaires et les collectivités territoriales. À travers cette identification, les consommateurs obtiennent une garantie de l'authenticité des produits et les producteurs sont reconnus à juste titre. Bien évidemment, il y a aussi les labels qui émanent d'une démarche de valorisation de la qualité du produit.

La constitution d'intermédiaires vise à reconnecter des bassins de productions agricoles avec des bassins de consommation. FOODBIOME participe au développement de ces intermédiaires. Cela passe par la création de réseaux qui mutualisent de la connaissance et d'outils de transformation dans les territoires.

Enfin, la question du foncier reste primordiale. Comment utiliser du foncier à juste titre à travers un projet cohérent avec l'environnement du territoire ? La SAFER permet d'y répondre. Ils échangent beaucoup avec les acteurs locaux pour savoir à qu'ils attribuent la vente d'une terre agricole. Ils demandent l'expertise de ces acteurs sur les projets agricoles des futurs acheteurs. Ils conseillent les porteurs de projets agricoles qui souhaitent s'installer sur un territoire.

Les facteurs limitants ou contraintes

En ce qui concerne la SAFER, la contrainte serait dans la concurrence à travers les différents projets agricoles. Cela impose une analyse précise des projets portés et de leur cohérence vis-à-vis des besoins du territoire.

Une autre contrainte apparue est la notion de temps. Une activité agricole ne peut changer du tout au tout. La reterritorialisation demande une adaptation de l'exploitation.

Finalement, il faut également trouver un équilibre sur les territoires entre les petites et les grandes exploitations et les petits et les grands outils de transformation. En effet, les petites unités sont désavantagées.

On peut rajouter le côté néfaste d'une vision dualiste entre "le local et le global", qui serait un grand frein. En revanche, il est préférable que l'on adopte une vision de complémentarité ce qui permettra d'éviter une production locale sans perspective de développement.

Quoi qu'il en soit, il sera primordial de favoriser la co-construction et de prendre parti pour l'intérêt commun et non pas individuel ce qui n'est toujours pas évident de nos jours.

Comment mieux et plus coopérer demain ?

- La complémentarité du local et du global.
- Pour demain il sera important de viser une agriculture hybride plutôt qu'une agriculture dualisée. C'est-à-dire que l'agriculture traditionnelle ne pourra pas répondre à une demande qui s'accroît par contre associer les deux modèles seraient plus bénéfiques et rentables. Un processus qui permettra la diversification et la subsistance alimentaire.
- La territorialisation c'est construire l'intermédiation entre les acteurs. Bien-sûr, pour l'alimentation, cela reste assez compliqué car il faudra adapter des logiques différentes notamment par l'innovation à travers les outils et plateformes. Donc, pour les prochaines années, l'une des clés sera le passage à l'action par l'intermédiation.
- Une évidence d'insister sur le lien et la synergie entre les acteurs afin de favoriser les complémentarités à l'échelle des territoires au lieu d'un seul territoire.

A retrouver en intégralité en vidéo sur



Chapitre 4: Vers une transition individuelle réussie

Plan :



Synthèse 1 : Réussir son projet d'installation agricole

Enjeux :

- Adapter son exploitation
- Réussir son projet sur le long terme
- Nouveau modèle d'exploitation
- Renouvellement des générations
- Transmission des exploitations
- Évolution agricole

Convergences :

- Accompagner les porteurs de projets
- Aider les porteurs de projets à s'installer

Divergences :

- Tendance à oublier l'aspect économique lors de l'élaboration du projet
- Problème de définition de ce qu'est un milieu agricole

Chantiers de travail :

- Créer du dialogue entre les différents acteurs
- Accompagnement psychologique pour les porteurs de projets
- Aides afin de financer son projet

Synthèse 2 : S'intégrer en milieu rural : conditions de réussite

Enjeux :

- Attractivité des territoires
- Choisir le bon territoire

Convergences :

- Préparer son projet
- Rencontrer des acteurs locaux

- Coopération des acteurs

Divergence :

- Idéalisation de la vie dans les territoires ruraux

Chantiers de travail :

- Aider les collectivités à promouvoir leur territoire
- Aider à s'installer sur un territoire qui correspond au projet
- Créer du lien
- Adapter les projets selon les besoins du territoire
- Aides à l'élaboration du projet
- Connaître le contexte local du territoire

Synthèse 3 : Trouver un nouvel équilibre dans son projet de vie

Enjeux :

- Transmettre les exploitations
- Retrouver un équilibre de vie
- Capacité à reprendre une exploitation
- Connaître le contexte économique
- Transition écologique
- Attractivité des emplois agricoles
- Pérennisation des installations

Convergences :

- Créer un réseau solide
- Comprendre et s'adapter au territoire
- Parler à son entourage

Divergences :

- Pas de divergence

Chantiers de travail :

- Accompagnement et suivi des porteurs de projets
- Faire connaître le métier d'agriculteur
- Aides d'accès à l'emploi
- Aides financières pour lancer l'exploitation
- Communiquer avec l'entourage

BESTEL Simon

Fondateur de Fermes en vie qui est une société qui a pour but de faciliter les installations agricoles en finançant leur exploitation.

GANDON Jérôme

Salarié CERFrance (associations de comptabilité et de gestion)

MACIAS Bruno

Néo-Agri, auteur de "Néo-Paysans, le guide (très) pratique"

POTOCKI Wladeck

Animateur de la table ronde

Agriculteur à la retraite, chargé des missions agrirurales

PUEL Fabienne

Responsable du pôle installation de la chambre d'agriculture du Puy de Dôme

De plus en plus de personnes opèrent un retour à la terre. Ces personnes migrent vers des territoires ruraux et s'y installent avec un projet de vie et un projet professionnel. Pour réussir son projet d'installation agricole il faut connaître ses objectifs en amont, il faut également prendre le temps de s'installer et créer un réseau. Il est important lors de l'élaboration du projet d'avoir en tête qu'il faut dégager un revenu. La question de la famille est primordiale, un projet ne se construit pas seul, la réussite non plus. Il faut également avoir les capacités de travailler en milieu agricole.

Les aides à l'installation

De nombreuses problématiques sont à prendre en compte lors de son installation en milieu agricole.

Le renouvellement des générations est une priorité dans les territoires ruraux. Pour traiter cette problématique, la Chambre d'agriculture du Puy-de-Dôme a des équipes dédiées à l'accompagnement des porteurs de projets du début jusqu'à la concrétisation du projet.

Pour aider à l'installation sur un territoire, la Chambre d'agriculture peut débloquer un budget, la Dotation Jeunes Agriculteurs pour aider les porteurs de projet dans leur installation en agriculture. Les installations hors cadre familiale représentent 50 à 60% ce qui est un chiffre significatif, c'est pourquoi il a un réel besoin d'accompagnement. Il ne faut pas oublier qu'il y a une variété d'emplois en milieu rural et ceux-ci ne se limitent pas seulement à l'agriculture.

L'aspect économique est également important. Le projet d'installation doit être viable. Concernant la structure Ferme en vie, son but est de faciliter l'installation agricole en finançant l'exploitation des porteurs de projets avec comme spécificité une option d'achat au bout de 7 ans. Le second objectif est de créer une solidarité rurale, afin que les porteurs de projets se créent un réseau solide.

Pour créer un réseau et se mettre en relation, on peut également penser au GAEC (Groupement Agricole d'Exploitation en Commun).

FÈVE à développer une plateforme visant à faciliter les interactions entre les porteurs de projet, et des outils pour faciliter leur installation.

L'association CERFrance est une association qui accompagne les porteurs de projet, les agriculteurs déjà installés d'un point de vue économique et juridique.

On remarque une nouvelle forme d'exploitation avec des projets collectifs, c'est-à-dire hors cadre familial.

Pour ces projets, tous les acteurs doivent se sentir intégrés dans le projet.

Dans ce nouveau type d'installation, ce ne sont plus des projets de vie mais de vrais projets professionnels, c'est pourquoi en général, sur le long terme ça fonctionne.

Les difficultés d'installation en milieu agricole

Il y a cependant des difficultés quant à l'installation des porteurs de projets en milieu rural. Il faut pouvoir adapter son exploitation et cela se pense avant même que celle-ci ait lieu. En effet lors de l'installation il faut penser qu'il peut y avoir des aléas ou des changements de contexte qui auront un impact économique.

Beaucoup de porteurs de projets ont des ambitions mais ont plus de mal à travailler sur l'aspect économique de leur projet.

En effet, il y a un manque de porteurs de projets sérieux qui ont les capacités de reprendre une exploitation. Selon Bruno MACIAS, depuis plusieurs années le nombre d'installations reste autour de 13 000 par an en France

L'association Néo-Agri permet de créer un réseau avec d'autres porteurs de projets afin d'échanger sur ces difficultés ou ambitions.

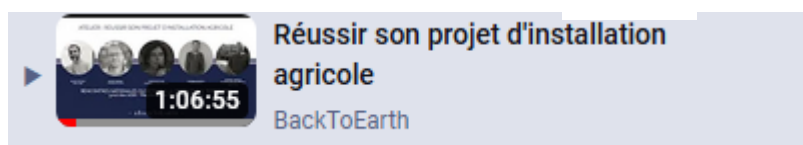
Certains exploitants ont du mal à céder leur exploitation car certains porteurs de projet venant d'autre milieu ne sont pas considérés comme légitime. En effet, il faut être capable de diriger une ferme et il faut avoir à l'esprit que cela peut être difficile. De plus, il y a souvent des difficultés économiques, un manque de financement.

Il y a encore quelques freins quant aux aides à l'installation de porteurs de projet. Par exemple, il y a parfois un retard de la législation, la notion "agricole" peut avoir différentes définitions selon les institutions.

Et il y a un problème de certaines structures qui ne savent plus accompagner correctement par rapport aux évolutions agricoles.

De plus, il y a un manque sur l'aspect humain, il faudrait peut-être intégrer des psychologues ou sociologues pour répondre à cette problématique.

A retrouver en intégralité en vidéo sur



BRAILLON Aurélie

Animatrice de la table ronde.

Travaille dans le centre de ressource des pratiques et métiers du développement rural, Cap Rural.

DEVILLE Louis-Patrick

Comm'une opportunité est une entreprise dont l'objectif est de mettre en relation des porteurs de projet et de les accompagner.

DRAULT Charlotte

Directrice des opérations chez Laou.

DUPRE Bénédicte

Directrice de l'association ADEFPAT qui accompagne dans la réussite des projets sur les territoires ruraux. Permet de concevoir, d'organiser et de financer des formations en accompagnement de projets en milieu rural.

PEYRE Christelle

Chargée de mission création transmission d'entreprises au Parc Naturel Régional du Livradois-Forez.

Ce sont souvent des personnes issues de milieu urbain qui migrent vers des territoires ruraux, c'est pourquoi, il est important de se positionner et de se poser les bonnes questions afin d'être sûr de soi.

Trois constats sont mis en avant sur l'installation en milieu rural :

- Pour les porteurs de projet s'installer en milieu rural c'est bénéficier d'un meilleur cadre de vie ;
- Le projet est lié au projet de migration ;
- Une rupture géographique et sociale qui conduit à une méconnaissance de l'économie du territoire d'insertion.

Comment passer de l'installation à une intégration professionnelle et sociale ? Comment les territoires peuvent faciliter cette intégration ? Trois conditions de réussite pour s'installer sur un territoire:

1- Se poser les bonnes questions en amont

Avant tout, il faut savoir ce que l'on veut et surtout ce que l'on ne veut pas. Il faut également penser à son entourage et sa famille proche, il est important d'en discuter. S'installer sur le territoire est un projet à établir sur le long terme.

Pour choisir le bon territoire, il est recommandé de contacter le territoire, faire des rencontres sur internet, discuter avec des acteurs de celui-ci.

Il faut également aller progressivement sur le territoire et à des périodes de l'année différentes, et peut être essayer le salariat durant ces périodes.

La structure ENVIE D'R permet d'accompagner ces porteurs de projet afin qu'ils s'intègrent en milieu rural. Elle organise par exemple, des sessions physiques afin que porteurs de projets et acteurs du territoire puissent se rencontrer ou encore des visioconférences abordant des thèmes particuliers tel que l'installation agricole. Dans cette dynamique d'accompagnement, ENVIE d'R peut renseigner sur le contexte local, sur les partenaires du territoire où l'on souhaite s'installer.

La société Comm'une opportunité, organise quant à elle, des coachings pour les porteurs de projet afin que ceux-ci se posent les questions adéquates quant à leur installation. Elle met également en lien des porteurs de projets. Avoir une vision objective est important, parce que souvent, la ruralité est idéalisée. De plus, il faut considérer la commune d'intégration comme une entreprise qui a un positionnement marketing sur lequel il faut se renseigner.

2- Le positionnement des territoires en terme d'accueil

Les territoires ont des difficultés d'accueil, ils manquent généralement d'outils pour amener une offre viable. Pour le territoire le fait d'exister ne suffit pas.

On remarque que ce sont les mêmes types de profils de personnes qui vont s'installer en milieu rural, les personnes visant des postes de cadres vont plus se diriger vers des territoires urbains.

De plus, il y a une méconnaissance des territoires, les personnes ont tendance à migrer vers des territoires déjà connus car certains manquent d'informations.

L'entreprise Laou travaille avec les territoires ruraux sur leur attractivité et met aussi en lien des porteurs de projets et les territoires. Elle donnera des conseils aux actifs puis les mettra en relations, et enfin accompagnera le territoire pour que lui-même aide les actifs à s'installer.

3- Connaître le contexte local pour s'intégrer dans un territoire

Lorsque le projet est établi et que le choix du territoire est fait, il faut se lancer. Pour cela il faut analyser les besoins du projet, analyser l'écosystème dans lequel le projet va être mis en place. Il faut se mettre en relation avec les acteurs du territoire qui ont un lien avec le projet afin qu'il y ait une coopération de tous ces acteurs.

L'association ADEFPAT a pour cœur de métier l'accompagnement de porteurs de projet en milieu rural créateur d'emploi et d'activité. Elle accompagne les porteurs de projets avec "la formation développement" qui vise à améliorer leurs compétences. Chaque accompagnement est unique.

Finalement, pour bien s'intégrer en milieu rural, il faut bien choisir son territoire et le connaître pour faciliter son installation. De nombreux organismes ont un rôle d'accompagnement et de mise en relation entre les acteurs du territoire et les porteurs de projets.

A retrouver en intégralité en vidéo sur



S'intégrer en milieu rural :
conditions de réussite (pour les...

BackToEarth

Synthèse 3 - Retour à la terre et transitions, trouver un nouvel équilibre dans son projet de vie.

DAGUES Amélie

Animatrice de la table ronde

Productrice du podcast Laisse Béton sur les thématiques de la ruralité.

GUEUX Cécile

Directrice Pôle Emploi de Cosne-cours-sur-Loire

LHOTE Perrine

Fondatrice de Hisse et Haut qui est une structure de formation professionnelle et de coaching afin d'accompagner les individus et organisation à mettre leurs talents au service d'un monde plus durable.

RIVOIRE Clément

Éleveur et vice-président Auvergne-Rhône-Alpes des Jeunes Agriculteurs en charge de l'installation.

WOJDA Loïc

Sociologue et spécialiste des néo-paysans.

Les personnes migrant vers les territoires ruraux ne vont pas nécessairement travailler dans le milieu agricole, il est important de le garder à l'esprit.

Opérer son retour à la terre est possible et parfois souhaitable.

Il y a une diversité de personnes avec des histoires de vie diverses qui souhaitent changer de cadre et de mode de vie. Il y a également une diversité de territoires ruraux.

Outre le changement géographique, il s'agit d'un changement de vie, souvent dans une idée de reconnexion à la nature.

La transition vers le milieu rural demande 3 aspects:

- Ce changement de vie demande de l'énergie au départ, pendant et après son installation
- S'intégrer, comprendre et apprivoiser un territoire prend du temps
- S'ouvrir au territoire est une nécessité

L'enjeu d'un nouvel équilibre ? En quoi cela perturbe l'équilibre de vie ?

Il a deux types de profils qui migrent vers les territoires ruraux:

Certains ont déjà vécu dans des zones moins urbaines ou rurales et ils ont aujourd'hui, la volonté de retrouver ce qu'ils ont vécu.

Dans d'autres cas, il s'agit de citadins depuis toujours mais qui ont une envie de reconnexion ou de recherche d'un nouveau rythme de vie.

Il faut penser que ce changement aura un fort impact, par exemple cela peut induire des changements de consommation.

L'équilibre de vie ne se construit pas seul. S'installer sur un nouveau territoire aura un impact familial, sur la façon de vivre, l'éducation

Avoir une vision globale, penser aux inconvénients et avantages est important pour se créer un équilibre "objectif".

Pour retrouver un équilibre sain, il faut se construire de nouveaux repères.

Hisse et Haut est une structure d'accompagnement pour les personnes en quête de sens, plus spécifiquement sur la transition écologique et sociale.

Lorsque l'on s'installe, il ne faut pas hésiter à s'appuyer sur le réseau déjà présent, il ne faut surtout pas se positionner en tant que donneur de leçon, il faut s'adapter et s'intégrer au territoire.

La question de l'emploi est également primordiale. A-t-on envie de garder notre emploi, ou celui-ci est-il la cause du départ ? Il faut également prendre en compte l'emploi du conjoint.

Toujours dans cette idée de l'emploi, certains métiers sont en tension et ont des problèmes d'attractivité. Il y a cependant un regain d'intérêt pour ses métiers après la crise du Covid.

"Devenir paysan est difficile, le rester l'est tout autant" (Loïc WOJDA)

A savoir que 50% des porteurs de projets arrêtent avant la 10^e année, il y a un problème de pérennisation des installations agricoles. Souvent les gens sont satisfaits de leur reconversion mais arrêtent par épuisement ou soucis d'argent.

Pôle emploi peut aider en ce sens car il y a des aides financières mises à disposition, et Pôle emploi travaille avec ces personnes sur la finalité économique de leur projet afin que celui-ci soit viable.

Lorsque l'on s'installe sur un territoire rural avec la volonté de travailler en agriculture, il faut se rendre compte de ce que cela engendre. Il y a des conséquences économiques, il faut rendre des comptes, répondre aux besoins des consommateurs, penser aux conséquences climatiques etc.

La Chambre d'Agriculture permet d'orienter les personnes vers un projet adapté, la dotation jeune agriculteur est un soutien financier et d'accompagnement des jeunes qui souhaitent devenir agriculteur.

Comment réussir sa transition ?

Deux choses sont mises en avant pour réussir sa transition:

- Se préparer:

Il faut savoir pourquoi l'on souhaite changer de quotidien, connaître ses envies qu'elles soient professionnelles ou personnelles. Réfléchir à l'impact dans la sphère familiale et amicale car il y a souvent des compromis à faire, c'est important de communiquer la dessus en amont. Il faut savoir pourquoi on opère ce changement, et l'explicitier à son entourage.

Il y a souvent des idées reçues sur les territoires ruraux, il faut savoir les reconnaître et passer outre. Pour cela, aller directement sur le territoire peut être bénéfique.

Ne pas hésiter à avoir des soutiens sur place, à se renseigner sur les acteurs, sur le territoire. Il peut être bien de se mettre des objectifs à atteindre sur une durée déterminée.

En effet, il y a beaucoup à penser mais il faut garder en tête que ce changement doit apporter du positif, éviter de se mettre trop de pression, les choses vont à leur rythme, il faut essayer.

Il existe le RID (revenu induit par vos besoins) qui est un indicateur qui permet de se questionner sur ce dont on a réellement besoin, économiquement pour vivre.

- Ne pas rester seul:

Ne pas rester seul se prépare en amont et en aval de l'installation.

Il est important d'avoir un réseau et de le développer. Contrairement à ce que l'on peut croire, vivre en milieu rural n'est pas synonyme d'isolement.

En amont, il peut être intéressant de faire des immersions pour faire des connaissances mais également pour se rendre compte du travail. De même appeler les communes, demander des renseignements ou questionner est un moyen de débiter.

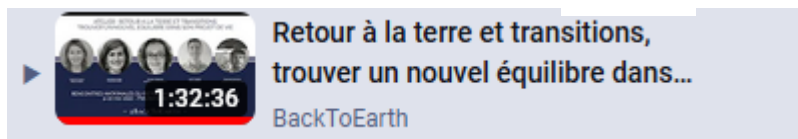
Pôle emploi propose des formations pour s'acclimater à l'environnement rural, il peut également financer des formations supplémentaires afin que le porteur de projet ait toutes les capacités nécessaires pour s'installer.

Le syndicat des jeunes agriculteurs permet également de faire connaître le métier d'agriculteur et se familiariser avec celui-ci.

Enfin, un équilibre de vie:

- Se construit en collectif, par exemple Terres de liens, une organisation qui souhaite recréer du lien entre paysans et citoyens, permet de faciliter l'atteinte d'un équilibre économique pour les porteurs de projet en réduisant les annuités qu'ils doivent rembourser ;
- C'est un mouvement qui évolue, le contexte économique, politique, climatique peut évoluer ;
- Se construit avant le début de l'installation, il faut le financer et avoir un projet viable ;
- Se construit dans un contexte particulier institutionnel, sur le long terme, c'est l'institution qui aura le dernier mot. Il ne faut pas négliger l'action politique.

A retrouver en intégralité en vidéo sur



Merci à nos partenaires sans qui l'organisation de ces premières Rencontres Nationales du Retour à la Terre et aux Territoires n'aurait pas été possibles.

